

# LE MONDE **LIBERTAIRE**

LE MAGAZINE MENSUEL SANS DIEU NI MAÎTRE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE

NOTRE DOSSIER  
**QUELS SYNDICALISMES ?**

LUTTES SYNDICALES : **TOUT COMMENCE !**  
SAINT-DENIS : **LA COOPÉRATIVE FAIT DES PETITS**  
INTERNATIONAL : **L'ANARCHIE EN PRATIQUE**

+ **PORTFOLIO : SOFTWIX**



# # 1781

## EDITORIAL -

Se syndiquer ou ne pas se syndiquer ? Cette question fait débat depuis bien longtemps, et pas seulement chez les anarchistes.

Certains verront les syndicats comme un moyen d'organisation pour les travailleurs, permettant, entre autres, de développer la propagande révolutionnaire et de se défendre collectivement. Pour d'autres, dans ces structures se terrent le réformisme, les ambitions personnelles et les revendications corporatistes.

Une chose apparaît clairement : il y a presque autant de syndicalismes que de syndicalistes. Les syndicats sont ce que leurs adhérents en font.

Ce numéro du *Monde Libertaire* n'a évidemment pas vocation à trancher un quelconque débat.

En mêlant témoignages, retours historiques, perspectives et coups de gueule, nous avons voulu faire de ce dossier un point de départ pour une réflexion nous permettant d'avancer ensemble face aux capitalistes de tout poil.

**LE CRML**

## TERRAINS DE COMBAT

### 02 Tout commence !

Par MAURICE

### 04 Défendons la ZAD !

Par LES LAPIN-E-S ENRAGÉ-E-S

### 06 Le boycott, trois histoires

Par PIERRE SOMMERMEYER

### 09 Lettre aux lecteurs

Par L'ADMINISTRATION DU ML

## ZONES DE CHANTIER

### 36 Dionycoop à St Denis

Par JEAN-CLAUDE RICHARD

## SECTEURS À EXPLORER

### 40 Creuser, jusqu'où ?

Par JEAN-PIERRE TERTRAIS

## SANS FRONTIÈRES

### 43 L'anarchie en pratique, la communauté "la esperanza" : un exemple d'autogestion vivante

Par FA GRANDE CANARIE

### 46 Brésil : L'avis des marginalisés sur la thèse du "coup"

Par VANTIÉ CLÍNIO CARVALHO DE OLIVEIRA

## Le dossier du mois :

# QUELS SYNDICALISMES ?

### 10 Nos petites grèves feront la grande

Par GUILLAUME GOUTTE

### 14 Le syndicalisme est avant tout un "lien de vie"

Par FAB

### 15 Reconsidérer l'histoire du syndicalisme révolutionnaire

Par RENÉ BERTHIER

### 19 Autour des orientations syndicales de la CNT espagnole d'après un de ses acteurs

Par GWÉNOLÉ KERDIVEL

### 21 Syndicaliste à vendre

Par JUSTHOM

### 23 (Comment) faire vivre l'esprit des bourses du travail aujourd'hui (?)

Par G. BLÈQUE

### 25 Proposition de structuration d'une caisse de grève interprofessionnelle.

Par NATHAN

## PORTFOLIO

### 29 E-Dolls

Par SOFFTWIX



L'image de la femme moderne est celle d'une femme qui mène de front vie privée et carrière professionnelle réussie. Cette image de la femme est celle qui est véhiculée par la société occidentale, à travers les magazines féminins, ou les campagnes publicitaires... Être l'une d'elles, c'est concilier le rôle traditionnel de femme au foyer avec celui de femme libérée. Une femme qui combine avec succès une carrière enrichissante, l'éducation des enfants, une maison impeccable, un look à la fois sexy et sophistiqué, des amitiés entretenues et enfin, une vie amoureuse fabuleuse

## DOMAINES CULTIVÉS

### 48 L'essai

Par BERNARD HENNEQUIN

### 49 Les cahiers de Justo Garcia

Par OLIVIER BOULY

### 49 Surveillances

Par OLIVIER BOULY

### 50 Dans la Bibliothèque

### 54 Cinéma de réflexion, cinéma de protestation, cinéma politique.

Par CHRISTIANE PASSEVANT

### 58 Cinéma de la révolte : Proud to be black

Par THIERRY VANDENNIEU

## ARCHIPEL LIBERTAIRE

### 60 La Révolte interroge Germinal

### 63 Appel de la librairie Publico

### 64 Agenda militant

### 66 Les groupes de la FA

### 68 Programme de la radio

### 69 Bulletin d'abonnement

Le *Monde Libertaire*, mensuel de la Fédération Anarchiste, est édité par la SARL Publications du Monde Libertaire.

Il est réalisé et mis en page par une petite équipe entièrement bénévole disséminée à Marseille, Paris et Lyon ; l'impression et le routage sont financés exclusivement par les ventes de numéro et les abonnements.

Garanti 100% sans pub, sans subventions, sans généreux copain du Fouquet's, sans concessions.

C'est un journal volontairement ouvert à toutes les sensibilités libertaires : les articles qui y sont publiés nous sont librement proposés par des rédacteurs de tous horizons, membres de la Fédération anarchiste ou pas, écrivant selon le principe de la responsabilité individuelle. Si vous butez sur certains propos, nous vous invitons à les considérer comme le point de départ de discussions qui ne pourront qu'être enrichissantes pour tous. Adeptes d'un monde fermé, lisez autre chose, tout simplement.

### Ont participé à ce numéro :

Le comité de rédaction du Monde Libertaire ainsi que : Nathan, Christine Passevant, René Berthier, Pierre Sommermeyer, Fred, Maurice, des lapin.e.s, Jean-Pierre Tertrais, Guillaume Goutte, Justhom, G. Blèque, Olivier Bouly, Bernard Hennequin, Thierry Vandennieu

### Illustrations et crédits photos :

Couverture : Diego de Rivera *L'Industrie de Détroit ou L'Homme et la Machine*. 1932 - 1933

### Direction de la publication :

Claudine Annereau

### Imprimé par :

Les presses du Ravin Bleu,  
27 rue du Capitaine Ferber,  
75020 Paris

Commission paritaire n°0614 C 80740

Dépôt légal 44145 - 1er trimestre 1977

Routage 205



# TOUT COMMENCE !

**La loi Travail a été promulguée le 8 août dernier.  
Tout est fini ? Non, tout commence !**

Durant quatre mois, avec un acharnement assez remarquable, un mouvement social s'est construit contre vents et marées. Le match semblait pourtant joué d'avance. Valls, Gattaz et Berger, co-auteurs du projet de loi scélérateur, avaient blindé le scénario et chacun connaissait son rôle. Valls en liquidateur des droits sociaux ne voulant pas laisser trop d'espace politique à son rival Macron, Gattaz en bonimenteur du CAC 40 (« *donnez nous du pognon, pétez le code du travail et on créera, un jour, peut-être, des emplois* »), Berger le jésuite, en "partenaire social responsable" toujours présent pour les mauvais coups.

En face donc, un mouvement social qui semblait anesthésié, divisé, sonné par les échecs successifs

et sa criminalisation (Air France, Good Year...), et une jeunesse quasi invisible depuis la lutte contre le CPE en 2006. Si l'on ajoute l'état d'urgence, les délires sécuritaires, la propagande médiatique effrénée sur le courage des "réformateurs", les diversions sportives... Qui aurait parié un euro sur un mouvement d'une telle ampleur ?

Certes, bien des limites ont été observées (grèves par "procuration", blocage économique insuffisant...) et la grève générale ne s'est pas installée. Comment aurait-il pu en être autrement ? Les luttes se construisent en se nourrissant les unes les autres, les victoires appellent les victoires. Les échecs, eux, c'est évident, ne favorisent pas la confiance dans

l'action collective. L'ubérisation<sup>[1]</sup> de l'économie, l'atomisation des luttes, la confusion générale organisée dans les têtes et dans les cœurs sont des points d'appui précieux pour le pouvoir et les bureaucraties politiques et syndicales.

C'est dans ce contexte qu'il faut analyser le mouvement contre la loi Travail.

Malgré les mensonges médiatiques, politiques et syndicaux (directions de la CFDT et de l'UNSA en tête), ce que l'on appelle "l'opinion publique" n'a jamais été dupe de la réalité et du contenu profondément régressif du projet de loi Travail. Avec une constance

[1] Uber est une entreprise mettant en relation des conducteurs et des usagers pour le service des transports. L'ubérisation désigne cette mise en relation du client et du professionnel par le biais des nouvelles technologies (applications mobiles, Internet), qui touche plusieurs secteurs de l'économie.

remarquable, les "enquêtes" ont montré, avant, pendant et après le mouvement, que plus des deux tiers des sondés s'opposaient à cette loi. En clair, le pouvoir n'a pas réussi, malgré tous les moyens déployés, y compris pour discréditer le mouvement, à vendre sa loi "made in MEDEF", parfois même dans son propre camp (d'où les 49-3). Ensuite, on peut noter le réveil d'une partie de la jeunesse qui a donné, au moins pendant les deux premiers mois, rythme et combativité à la lutte. La clarté et la netteté de la revendication qui s'est très vite imposée, « retrait du projet de loi Travail » sont remarquables aussi. Pas de revendication "semouleuse" du type « pour une autre réforme », mais bien la claire conscience qu'avant toute chose il fallait renvoyer le projet "El Khomri" dans les poubelles de l'Histoire.

L'unité syndicale, notamment autour de l'axe CGT-FO est aussi une bonne nouvelle, d'autant qu'elle est moins le fruit d'un accord d'appareils que de convergences à la base. Dans un certain nombre d'endroits, la bagarre menée pendant quatre mois, main dans la main, entre militants CGT et FO (et souvent Solidaires, FSU et CNT) parfois, dans des conditions très difficiles face à la répression, va laisser des traces positives. Le syndicalisme "rassemblé" autour de l'axe CFDT-CGT, véritable machine à perdre, avatar de la loi sur la représentativité de 2008, est sinon balayé (des forces essayent encore de le raviver) du moins écarté.

Il faut ajouter aussi tous les bénéfices liés à l'action collective. Des lycéens, des étudiants, des précaires, des syndicalistes ont appris à discuter voire à travailler ensemble, même si bien des choses restent à faire en ce domaine. C'est d'ailleurs l'une des responsabilités des militants anarchistes de lutte de classe, d'œuvrer à réinventer les bourses du travail, lieu de débats, de formation et d'actions.



Dans cette lutte collective quotidienne, la question des mandats et de leur respect et l'enjeu interprofessionnel sont apparus essentiels pour de nombreux militants.es. Et là encore, cela restera.

Les confédérations CGT-FO-Solidaires-FSU et les organisations lycéennes et-ou étudiantes appellent à une nouvelle journée de mobilisation contre la loi Travail le 15 septembre. Le problème n'est pas de savoir si elles veulent réellement relancer la bagarre au moment

ou les arrière-pensées politiques et électorales vont parasiter de plus en plus le mouvement social. Aucun militant sérieux ne se fait d'illusion sur le sujet.

La question essentielle est de connaître la capacité des salarié.e.s et des jeunes à prendre en main leur combat. Dans ce cadre, les militants anarchistes, à commencer par ceux de la FA ont un rôle à jouer pour que tout commence...

PAR MAURICE.  
Groupe La Sociale de la Fédération Anarchiste. Rennes.



ZONES A DEFENDRE

# DÉFENDONS LA ZAD !

Suite au fameux « référendum » du mois de juin, pas de perte de vitesse de la part des opposant·e·s au projet d'aéroport de Notre Dame Des Landes (NDDL), bien au contraire ! Cet ersatz de démocratie, qui est une simple consultation locale et non un référendum à proprement parler, a été boycotté par une partie des opposant·e·s, considéré comme un enfumage médiatique et politique. Effectivement les résultats ont permis de légitimer (auprès du grand public) l'expulsion de la ZAD. Quand bien même le résultat aurait donné le "Non" vainqueur, l'État aurait également menacé les occupant·e·s "sans droits ni titres" d'expulsion, aéroport ou non... Et oui, la loi étant la même pour tous (enfin, sauf si on a un compte au Panama), elle se doit d'être appliquée sur tout le territoire, voyons ! Étrange d'ailleurs qu'il y ait eu un



référendum pour cela et pas pour la Loi Travail, comme par hasard... Le gouvernement sait bien ce qu'il fait. Valls a déclaré que l'expulsion aurait lieu en automne, et après avoir fait une allusion sur "un certain nombre d'individus" qui feraient vivre à des "citoyens" un "enfer" lors d'un discours à l'assemblée en janvier, le gouvernement dispose maintenant du résultat de la consultation, "la voix du peuple" (mais seulement en Loire Atlantique quand même !) pour discréditer les habitant·e·s et sympathisant·e·s de la ZAD auprès de l'opinion publique. Cela permet de

faire passer les opposant·e·s pour des dictateurs et dictatrices en herbe, qui imposent leur point de vue et qui sont contre les principes même de la démocratie puisqu'ils refusent le score du référendum et ne veulent pas quitter la zone. C'est donc via la manipulation et l'entourloupe que le gouvernement tranche la question de l'aéroport à NDDL, et par la même occasion, l'avenir de la ZAD. Pour bon nombre de gens, la manœuvre est évidente mais malheureusement, vu les moyens utilisés par l'État pour ce dossier (médias, propagande, publicité pour le "oui", etc... le tout aux frais du contribuable bien entendu), les simples citoyen·ne·s peu informé·e·s sur la question tombent dans le panneau et stigmatisent encore plus les zadistes. Celles et ceux-là même, selon certain·e·s, responsables de tous les maux (locaux ou

non) et qui ne seraient bon qu'à être éradiqué·e·s.

La ZAD s'organise donc en conséquence et prévoit de préparer ses sympathisant·e·s aux événements à venir. En effet, des stages de formation à la défense de la ZAD sont prévus chaque week-end de septembre. Il va s'agir de mieux connaître le terrain, apprendre à monter un groupe affinitaire, trouver des formes d'action créatives ou encore, mieux connaître ses droits. C'est ensemble et bien préparé·e·s que la victoire sera possible. Le 8 Octobre est une date importante à noter, ce sera la prochaine grosse journée de large mobilisation à ne pas manquer, prévue sur la ZAD. On sera possiblement en période d'expulsion, d'où la nécessité d'une forte présence de soutien ! Pour les personnes n'habitant pas la région, il est possible d'agir localement, ou de participer directement sur zone (départs collectifs) via votre comité local le plus proche (il y en a forcément un à proximité !). Nous ne les laisserons pas faire ! Nous défendrons cette zone d'expérimentation sociale, écologique et alternative, contre les lobbys du BTP (via les partenariats publics-privés) et la police d'un gouvernement aux abois !

Où sont passées les belles promesses de la COP21, soit disant si "historique" ? Nous aussi, nous allons écrire l'Histoire en boutant l'État et le capital hors de nos vies !

Cette lutte s'inscrit réellement dans cette optique, car comme ailleurs (Bure avec sa poubelle nucléaire, Sivens et son barrage inutile, Roybon et son Center Parcs, le Val de Suse (Italie) avec le TGV Lyon-Turin, etc...), on voit qu'il est possible de s'organiser et vivre en dehors du système actuel. L'État souhaite plus que tout nous faire taire, nous empêcher de montrer l'exemple, les alternatives possibles. Preuve en est que nous gênons, et bien tant mieux, on ne compte pas partir !

PAR LES LAPIN·E·S ENRAGÉ·E·S



**[...] Ces formations prendront place dans différents collectifs, consultez le site [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org) ou contactez-nous pour vérifier le lieu de rendez-vous ou avoir plus d'infos.**

**Nous vous demandons de venir avec de quoi partager un pique nique les samedi et dimanche midi, un repas sera organisé pour le samedi soir. Pour faciliter la logistique (repas, hébergement, etc.), merci de confirmer votre venue (contacts ci-dessous).**

**C'est ensemble et bien préparé·e·s que nous préserverons ce bocage !  
A très bientôt !**

PAR DES HABITANT·E·S DE LA ZAD, LE LABORATOIRE D'IMAGINATION INSURRECTIONNELLE, LE COLLECTIF DIFFRACTION.

CONTACTS : ZADFOREVER@RISEUP.NET OU 06-73-03-66-88

Infos via : [zad.nadir.org](http://zad.nadir.org)

**Les formations à venir sur la zad (samedi 11.00-18.00, dimanche 10.00-16.00)**

- 17-18 septembre. Lieu à confirmer
- 24-25 septembre. Lieu à confirmer
- 1-2 octobre. Lieu à confirmer
- 8-9 octobre. Grande mobilisation, détails à confirmer



MODES D'ACTION

# LE BOYCOTT, TROIS HISTOIRES

UNE HISTOIRE DE SALADES, UNE HISTOIRE DE BIÈRES  
ET UNE HISTOIRE DE "NÈGRE" QUI SE FINIT PAR UN CRIME...

**S**oyons clairs, mon opinion n'est pas partagée par beaucoup. Pour moi, le boycott est avant tout un acte de lutte de classe. Des ouvriers, des producteurs, se mettent en grève et demandent à leur amis proches ou lointains de ne plus acheter ce que leur entreprise produit malgré l'arrêt de travail. Je ne sais pourquoi la pratique du boycott est répandue en pays américain et moins en France. Comme pour le sabotage, le respect français pour l'entreprise semble prendre le pas sur les nécessités des luttes...

## Une grappe !

En mai 1965, sur une question mineure mais vitale (vétusté des barques préfabriquées, sans eau ni électricité, et protestation contre une augmentation de loyer) pour les travailleurs agricoles, une grève des loyers est déclenchée à Delano sous le soleil de la côte occidentale américaine. Elle s'étend à toutes les entreprises agricoles de la région.

Avec l'aide de militants extérieurs aguerris dans la lutte pour les droits civiques, des piquets de grève sont rapidement mis en place. Pour soutenir la lutte, pour contrer l'offensive patronale, une campagne de boycott de la récolte du raisin est lancée.

Treize villes sont d'abord choisies comme « centres de boycottage » avec chacune une équipe d'une quinzaine de gars de moins de 25 ans envoyés là-bas sans soutien

financier et au contraire chargés, outre d'informer, de collecter de l'argent. Le point culminant de cette campagne est atteint à Pâques 1966 par une marche de 500 km jusqu'à Sacramento. Cette marche popularise le mouvement, détruit l'image de marque du trust Schenley et développe le soutien à la grève. Après un semblant de capitulation de Schenley, la lutte s'amplifie en se concentrant sur le boycottage du raisin. Dans 34 villes et 13 000 points de vente, on cesse la vente des raisins Guimarra. À Boston, on promène des cageots de raisin par la ville avant d'aller les jeter dans le port. À New York, le syndicat des transports diffuse 50 millions de tracts appelant à soutenir le boycottage. Des piquets en voitures suivent les camions qui transportent les raisins et distribuent des tracts expliquant la provenance des

raisins. À San Francisco, les dockers refusent de charger les raisins. Dans les magasins qui refusent le boycottage, on organise des « shop-in », les chariots de self-service sont remplis puis abandonnés, des ballons pleins de confettis sont lâchés vers les plafonds avec l'inscription : « N'achetez pas de raisin jaune », des sketches parodiques sont improvisés<sup>[1]</sup>.

Après le raisin, ce sera la salade. Une nouvelle grève est lancée en 1969 pour des revendications salariales. La grève commença à Salinas. Pour soutenir le patronat, le gouvernement acheta les laitues pour l'armée, ce qui donna lieu à des manifestations devant les bases militaires, auxquelles beaucoup de GI participèrent. C'est de cette façon, concrète, que les travailleurs saisonniers firent le lien avec la lutte contre la guerre d'Indochine.

## Une bière !

La bière des mecs américains était la Coors ! Comme dans beaucoup d'autres entreprises américaines, le traitement infligé aux ouvriers mexicains était pour le moins scandaleux.

1966. Pour protester, trois groupes militants, dont le Forum des GI (soldats) américains et l'Association des anciens combattants hispaniques, décident de lancer un boycott des bières de cette marque. Nous sommes en 1966. Il n'y avait que 2 % des ouvriers qui étaient d'origine mexicaine, mesure mise en place par la famille Coors pour se protéger contre des semeurs de troubles.

[1] Michel Bouquet, *Anarchisme et non-violence*, n° 26, 1971



En fait, il semble que, pour beaucoup d'Hispaniques, le soutien apporté par Coors aux entreprises du raisin fut déterminant dans leur boycott. Des photographies montrant des camions de la brasserie transportant du raisin furent diffusées.

1969. Quarante-trois étudiants Chicanos forment une chaîne autour du pub de l'université du Colorado pour inciter les autres étudiants à ne plus boire de Coors. La même année, l'American GI Forum lance un boycott national qui durera dix ans.

1977. Le syndicat AFL-CIO appelle ses membres à boycotter Coors pour soutenir les travailleurs de cette brasserie en grève. En effet, Coors, pour casser le boycott et la grève en cours des 1 500 ouvrières et ouvriers de ses brasseries du Colorado, décide de licencier celles et ceux qui sont suspecté.e.s d'être lesbiennes, gays, bisexuel.le.s, trans ou queers.

Différents groupes ont rejoint ce boycott au cours des années, des féministes, des afro-américains, des LGBT, etc. Un film recoupe cette lutte, c'est Harvey Milk, sorti en 2008.

## Un "Nègre" !

Et pas n'importe lequel. Son nom est associé durablement aux luttes pour les droits civiques et aux modes d'action non-violents employés alors : Martin Luther King.

Ce que l'on sait moins, c'est qu'une fois ce combat gagné, au moins sur le plan légal, King avait pris conscience du lien qui existait entre discrimination raciale

## PETIT RAPPEL HISTORIQUE

L'origine du mot est connue : en Irlande, le régisseur des énormes domaines du comte Erne, le capitaine Boycott, s'était tellement rendu impopulaire par ses mesures de rigueur contre les paysans de l'Union agraire que ceux-ci le mirent à l'index : lors de la moisson de 1879, Boycott ne put trouver un seul ouvrier pour enlever et rentrer ses récoltes ; nulle-part, en outre, on lui refusa le moindre service. Le gouvernement intervint, envoya des ouvriers protégés par la troupe, mais il était trop tard, les récoltes avaient pourri sur pied. Boycott, vaincu et ruiné, se réfugia en Amérique. Avant cette aventure, il était question de "mise à l'index".

À Rome, en 494 avant l'ère chrétienne, les paysans formant la plèbe romaine refusent leur collaboration aux patriciens, ceux-ci ne leur reconnaissant aucun droit en retour. Ils quittent la ville en masse et en fondent une nouvelle sur une colline avoisinante. Les patriciens parlementent alors et acceptent de leur accorder certains droits, politiques ou autres, contre le retour dans la ville.

Vers 1960, pendant la guerre d'Algérie, le FLN apprend que des militants algériens ont été torturés dans les caves de Bastos, fabricant de cigarettes. Le boycott est décidé sur-le-champ et se poursuit pendant de nombreux mois.

[1] Tirés de : Lucien Grelaud, *Anarchisme et non-violence* N°9, 1967



et pauvreté. Il s'était aussi engagé contre la guerre au Vietnam ; pour lui, les pauvres de toutes les "races" en payaient le coût. Il voulait organiser une nouvelle marche sur Washington avec des revendications élargies.

Au printemps 1968, une grève des éboueurs (noirs évidemment) de Memphis se déclenche. C'est l'occasion pour Martin Luther King de montrer son engagement social. Il y va avec ses amis proches. Le 3 avril, il prononce ce qui sera son dernier sermon. Le texte de ce discours existe en version française, il faut pourtant se référer au décriptage anglais pour s'apercevoir que n'y apparaît pas la bombe que King s'apprête à lancer...

Comme toujours, King alterne les envolées lyriques, bibliques dans la tradition des Églises noires et les conseils d'action. C'est à ce moment-là que l'assistance dut s'apercevoir que Martin Luther King avait changé. Il propose de porter le fer là où ça fait mal : « Ne buvons plus de Coca-Cola, arrêtons d'acheter du lait ou du pain de telle ou telle marque. Retirons nos avoirs et nos assurances comme nos prêts des banques blanches pour les mettre dans des banques noires. Commençons à construire une puissance économique noire. » D'abord à Memphis, où il se trouve, puis dans tout le pays.

La thèse de Martin Luther King est de dire : « La communauté noire américaine collectivement est plus riche en tant que telle que la plupart des nations du monde. Nous avons un revenu annuel de plus de 30 milliards de dollars, ce qui est plus que la totalité des exportations américaines et plus que le budget national du Canada. Saviez-vous cela ? Il y a un pouvoir là, si nous savons comment le mobiliser. »

Pour lui, la question est simple. Il s'adresse aux entreprises qui maltraitent leurs ouvriers noirs et leur déclare : « Maintenant si vous n'êtes pas prêtes à faire cela, vous serez obligées de suivre notre programme. Nous appellerons alors à vous retirer notre soutien économique. » Il a prononcé ce discours le 3 avril 1968. Il se réfère à Moïse arrivant en haut du mont Nébo en sachant qu'il n'ira pas en Terre promise : « Eh bien, je ne sais pas ce qui va arriver maintenant. On a des jours difficiles devant soi. Mais ce n'est pas vraiment important pour moi, car j'ai atteint le sommet de la montagne. »

Le lendemain, à 18 h 01, une balle l'atteint et le tue. Le projet de boycott ne sera pas mis en œuvre.

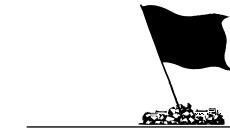
### Boycotter, oui, mais quoi ?

*C'est une arme qui réapparaît régulièrement dans les discours sociaux français sans jamais trouver de concrétisation.*

*Nous sommes tous d'accord, je pense, pour considérer les déchets des centrales nucléaires comme du poison mortel, mais sommes-nous prêts à ne plus utiliser l'électricité produite par EDF ? Et c'est la même chose pour beaucoup d'autres produits. Si nous sommes nombreux à faire attention à ce que nous mangeons, préférant acheter en circuit court, nous ne donnons pas à cette pratique une dimension politique collective globale.*

*Le boycott est un outil intéressant auquel nous devrions réfléchir.*

PAR PIERRE SOMMERMEYER



### VIE DU JOURNAL

Car faire vivre un journal militant est un combat

## CHERS LECTEURS, CHÈRES LECTRICES DU MONDE LIBERTAIRE

L'année 2015 fut une année éprouvante pour *Le Monde libertaire*, mais aussi une année de renaissance. D'une part, grâce à votre compréhension et à votre soutien concret, le journal a réussi à dépasser la mauvaise situation financière qui était la sienne. D'autre part, une nouvelle direction et une nouvelle équipe ont réussi à renouveler un journal hebdomadaire en réalisant un mensuel de qualité tel que vous le connaissez maintenant, et à créer un site internet qui remplace avantageusement le précédent, à bout de souffle sur le plan technique.

Ayant dépassé des difficultés structurelles (exposition en kiosques au coût exorbitant pour un hebdo, érosion des ventes du fait de la baisse du lectorat papier, coût croissant des frais postaux et de papier, nécessité de redonner un nouveau souffle éditorial au journal...), le ML n'est pas pour autant sorti d'affaire. S'il est de retour dans les kiosques, l'avenir de ce journal sans dieu, sans maître et sans publicité, reste des plus précaires. Toutes les économies possibles ont déjà été mises en œuvre en interne (*Le Monde Libertaire* n'est réalisé que par des militant-e-s, non rémunéré-e-s), il nous faut maintenant actionner ensemble un dernier levier, celui du développement du lectorat. Plus d'abonnés et d'acheteurs représenteraient plus de ressources financières. Nous misons donc sur un objectif que nous voudrions partager avec vous : le cap des 1600 abonné-e-s. Pour cela, il est clair que nous devons tout d'abord compter sur tous les lecteurs et lectrices du *Monde Libertaire* : qui peut le mieux parler de notre journal que vous ?

C'est pourquoi, à nos lecteurs et lectrices en kiosque, nous suggérons l'abonnement. À nos abonné-e-s, nous encourageons à abonner vos ami-e-s, votre syndicat, ou association, soit à la version papier, soit à la version numérique, moins coûteuse. À tous et toutes, nous proposons de faire circuler vos ML afin d'en multiplier la visibilité, y compris et surtout en dehors des cercles libertaires, là où notre marge de progression peut se révéler importante en apportant une autre dimension d'analyses et de réflexions. D'autre part, vous tous et toutes pouvez participer à la promotion du journal en demandant à recevoir les autocollants promotionnels du *Monde libertaire* (disponibles à la librairie Publico, 145 rue Amelot 75011 PARIS au prix d'1.50€ les 50). Blogueurs et blogueuses, adeptes des réseaux sociaux, nous pouvons également vous proposer des fichiers numériques à partager et vous pouvez déjà mettre des liens qui pointent vers le site du journal.

Enfin, sur le site du *Monde libertaire* se trouvent les modalités de paiement ou de dons en faveur du journal de la Fédération anarchiste. Dans un autre ordre d'idées, mais qui converge vers le même objectif, nous encourageons nos lecteurs et lectrices à contribuer à la pluralité du journal en proposant des articles que le comité de rédaction lira avec soin afin de décider de leur pertinence.

Voilà. Reste donc à se mobiliser ! Nous restons ouverts à vos propositions, et d'ores et déjà, nous vous tiendrons informé-e-s de la progression de notre campagne de développement qui nous associe vers un même but : faire en sorte que *Le Monde libertaire* vive !

L'ADMINISTRATION DU MONDE LIBERTAIRE  
administration-ml@federation-anarchiste.org



# Nos petites grèves feront la grande

Le 15 avril 1908, Victor Griffuelhes, syndicaliste révolutionnaire français, alors secrétaire général de la CGT, écrivait dans L'Action directe : « La véritable action révolutionnaire est celle qui, pratiquée chaque jour, accroît et augmente la valeur révolutionnaire du prolétariat. La grève, maniée par une classe ouvrière rendue forte par ses luttes, grâce à des syndicats puissants et agissants, peut davantage que tout le contenu des bibliothèques ; elle éduque, elle aguerrit, elle entraîne et elle crée. » Avec ces quelques mots, le leader de la CGT répondait à ceux qui, au nom de l'idéal révolutionnaire, avaient critiqué, ou critiquaient encore, les grèves dites partielles, celles qui intervenaient dans une entreprise ou dans une branche professionnelle sur des bases corporatives (augmentation des salaires, obtention d'un contrat collectif, etc.). Pour Victor Griffuelhes – et, avec lui, l'anarchiste Émile Pouget, notamment –, la grève partielle permettait aux travailleuses

et aux travailleurs de s'exercer régulièrement à l'arrêt de travail, et, ainsi, de maintenir le rapport de force social et de renforcer l'organisation syndicale. Bien que reposant sur des revendications réformistes et corporatives (lesquelles, bien que non révolutionnaires, ne sont jamais négligeables), la grève partielle était vécue comme l'école de la grève générale, un espace de formation militante, d'éducation, d'entraînement (Émile Pouget parlera même de « gymnastique révolutionnaire »), au sein duquel on était à même de construire la grande grève générale expropriatrice et, allant, l'émancipation intégrale du prolétariat.

Aujourd'hui, en 2016, quelques mois après un mouvement social conséquent mais vaincu, le débat est toujours d'actualité. S'il est évident que seules des dynamiques interprofessionnelles pourront un jour menacer dans son ensemble l'édifice capitaliste, force est de constater que, une fois encore, elles ont échoué à ébran-

ler la forteresse et à obtenir le simple retrait d'un projet de loi pourtant largement décrié par la population. Les unions locales et départementales des syndicats n'ont pas su construire le rapport de force suffisant, pas plus que les « assemblées générales interprofessionnelles et interluttes » – souvent issues de militants non syndicaux et qu'on a vu se multiplier sans résultats concrets. C'est à se demander si l'interpro, tant vanté, tant recherché – à juste titre, d'ailleurs –, n'est pas devenu un vœu pieux, un concept toujours pertinent mais désormais incapable de s'incarner.

## QUELQUES CONSTATS

Si le mouvement social contre le projet de loi Travail a largement été porté par une intersyndicale solide et soudée, solidaire y compris par d'autres formes de mobilisation, on ne peut que regretter le fait que les dynamiques interprofessionnelles soient restées faibles, timides, incapables de vraiment dépasser le stade



des cortèges unitaires. Les grands mouvements de grève du rail, des routiers, du spectacle et des raffineries, qui ont un temps fait trembler le pouvoir, n'ont pas bénéficié d'un soutien autre que financier et moral, là où il aurait été nécessaire que les grèves s'étendent à d'autres secteurs. Le rail, les routiers et les intermittents du spectacle ont construit leur mouvement de grève et de blocages autour de revendications corporatives, qui ont plus ou moins été satisfaites (davantage pour les routiers que pour les cheminots et les intermittents) grâce au climat général de mobilisation contre le projet de loi Travail.

Ici et là, on a beaucoup reproché aux travailleuses et travailleurs du rail, des routes et du spectacle d'avoir cessé grèves et blocages dès lors que des accords avaient été arrachés à l'État ou au patronat, mais pouvaient-ils faire autrement ? Car, la dynamique interprofessionnelle étant quasi inexistante, ils étaient seuls.

Si d'autres secteurs étaient massivement rentrés en grève, la revendication du retrait du projet de loi Travail aurait pu être davantage dominante au sein des mobilisations de ces secteurs particuliers. Faute de généralisation de la grève, ils se sont concentrés sur leurs revendications

corporatives et sont sortis partiellement vainqueurs de leurs mobilisations, là où les autres, nous autres, ont perdu sur tous les fronts.

## RENFORCER L'IMPLANTATION SYNDICALE

D'une certaine manière donc, les principaux responsables de la baisse d'intensité des quelques grandes mobilisations corporatives de ce printemps social 2016 sont à chercher, non pas au sein des syndicats du rail (excepté chez quelques bureaucrates peu enclins à un véritable bras de fer avec la direction), des routiers, du spectacle ou de la chimie, mais dans les autres... les nôtres, nous qui avons

**NOS GRÈVES  
SONT LEURS  
CAUCHEMARS**

[SALVADOR-SEGUI.BLOGSPOT.COM](http://SALVADOR-SEGUI.BLOGSPOT.COM)  [FACEBOOK.COM/SALVADORSEGUIFA](https://FACEBOOK.COM/SALVADORSEGUIFA)



globalement échoué à faire rentrer nos boîtes, nos métiers, nos branches dans une grève dure et longue. Pourtant, les volontés étaient là. Les bases étaient mobilisées, et nombreux étaient ceux qui voulaient en découdre. Mais les bases, nos bases, étaient faibles, incapables de mobiliser massivement dans leurs terrains d'implantation. La plupart des grèves étaient des grèves d'élus syndicaux et d'encartés, les autres salariés se mobilisant peu ou pas du tout. Et, à mon sens, c'est là qu'on doit chercher l'origine de la faiblesse de la dynamique interprofessionnelle actuelle.

Sans bases syndicales solides, l'interpro est voué à n'être qu'incantatoire. Et avant d'appeler à gorge déployée à l'unité interprofessionnelle, on devrait surtout s'échiner à poursuivre le travail d'implantation syndicale et de renforcement des bastions existants, histoire de donner à l'interprofessionnalisme qui vient, une colonne vertébrale en mesure de le porter concrètement et de lui donner corps au-delà des tracts, des cortèges unitaires et des assemblées de principe... c'est-à-dire dans l'organisation d'un vaste mouvement de grève, de blocage et d'occupation des espaces publics et de travail.

Or, les bases syndicales se construisent et se renforcent dans la lutte. Et, à une époque où la conscience de classe s'est diluée dans le marais de l'individualisme et la quête du parvenir, cette lutte est d'abord corporative. C'est un fait : quand la culture syndicale est inexistante, on mobilise beaucoup plus fa-

cilement ses collègues autour d'une augmentation de salaire ou d'une amélioration des conditions de travail que contre un projet de loi dont on ne mesure pas dans l'immédiat les enjeux et les impacts. En parallèle de ces mobilisations à l'échelle de l'entreprise ou d'un groupe, les luttes autour des accords et des conventions de branche ont une importance toute particulière. D'abord parce que la conclusion de ces textes contractuels aide directement l'implantation syndicale et les luttes d'entreprise, ensuite parce que cette échelle de la lutte syndicale est un peu l'anti-chambre de l'interprofessionnalisme, puisqu'elle convoque déjà des salariés d'entreprises, de métiers et de catégories diverses.

Ce sont dans ces mobilisations aux revendications pas toujours très ambitieuses et jamais authentiquement révolutionnaires que peuvent se créer des liens entre les salariés, liens desquels peut surgir un début de conscience de classe, du moins le constat de partager les mêmes intérêts face à l'employeur et ses relais. C'est en leur sein également que les salariés peuvent rencontrer, développer et enrichir une culture syndicale jusque-là inconnue et se former comme militants ou, au moins, comme travailleurs conscients de leurs droits. En cela, une augmentation de salaire, une baisse du temps de travail, la réintégration d'un collègue licencié sont autant de petites victoires qui, comme l'écrivait Émile Pouget en 1904, constituent « une diminution des privilèges capita-

listes » tout en ouvrant « la voie à des revendications de plus grande amplitude ». En montrant que la lutte peut souvent payer, que le combat syndical peut être « autre chose qu'une défaite anticipée » (Kery James), qu'il est à même d'aboutir à des résultats concrets dont les bénéfices sont immédiats et tangibles, que l'on peut ne pas être seul face à la toute-puissance affichée de sa direction, les luttes syndicales corporatives cultivent l'antagonisme de classe et le désir de reprendre en mains un quotidien volé et aliéné. Par leurs conquêtes, elles maintiennent l'espoir, voire le font naître ou le renforcent, là où les mouvements sociaux interprofessionnels cultivent l'échec depuis quelques années.

Le développement et le renforcement de l'implantation syndicale dans les entreprises sont d'autant plus urgents aujourd'hui que le renversement de la hiérarchie des normes entériné par la loi Travail va pousser nombre d'employeurs à renégocier à l'échelle de leur entreprise tout ce qui, dans les accords de branche, ne leur convient pas. Si, face à eux, il n'y a que des salariés inorganisés et isolés, nul doute qu'ils en profiteront pour imposer des conditions de travail beaucoup plus dures, flexibles et précaires. Dans les prochaines années, l'enjeu va donc être essentiel et, si le syndicalisme ne parvient pas à renforcer sa présence – et ce, sur des bases de lutte de classe, et non d'accompagnement tous azimuts des volontés patronales –, il est fort probable qu'il soit vite neutralisé.

## ÉVITER LE PIÈGE DU CORPORATISME

Pour autant, il est tout aussi évident que la question sociale ne saurait trouver de réponse définitive et sérieuse dans les luttes syndicales corporatives, les espoirs d'une émancipation intégrale ne résidant que dans l'abolition des classes sociales par l'expropriation du capital et la destruction de l'État. Et, en se concentrant sur les luttes corporatives, le risque peut être grand de finir par sombrer dans le corporatisme exclusif, traduction syndicale de l'individualisme sociétal qui voudrait tout sacrifier à la satisfaction des intérêts d'un groupe de travailleurs, y compris ceux des autres travailleurs (par exemple quand, dans un quotidien national, un syndicat de journalistes dénonce les salaires prétendus trop élevés des ouvriers du Livre...).

Le corporatisme nie la conscience de classe (qu'il remplace par la conscience du métier ou de l'entreprise) et, allant, condamne toute perspective de renversement radical de la société capitaliste. Il se contente de travailler à aménager une place un peu plus douillette aux travailleuses et travailleurs qu'il dit représenter spécifiquement, souvent au détriment des autres, qu'il a peu de scrupules à écraser.

Pour éviter ce piège, les syndicats se sont depuis longtemps constitués en unions, fédérations et confédérations et, surtout, se sont dotés de structures interprofessionnelles à base géographique – unions locales, départementales et régionales – qui fa-

vorisent la rencontre et les échanges entre travailleuses et travailleurs d'entreprises, de métiers et de branches industrielles différents – ce qui, à mon sens, en fait les principaux creusets de la révolution sociale. Certaines de ces structures sont aujourd'hui très actives et dynamiques, quand d'autres sommeillent dans des locaux désertés : dans les deux cas, il est important de les investir et de les renforcer, car c'est en leur sein – surtout dans les unions locales – que peuvent se construire les dynamiques interprofessionnelles les plus sérieuses et les plus saines, car élaborées à la base.

Les militants syndicaux doivent faire le choix de maintenir des relations étroites, faites d'informations et d'investissement militant, avec les unions locales et départementales, pour y bâtir des solidarités agissantes au quotidien, aussi bien dans le cadre de luttes corporatives que de mouvements sociaux nationaux. Cet interprofessionnalisme-là – syndical, donc – me semble être le plus conséquent, le plus à même de porter des fruits, car produit à partir de structures de lutte actives qui, outre leur capacité militante, constituent autant de relais directs, à la base, des initiatives prises dans le cadre d'une dynamique interprofessionnelle.

L'interprofessionnalisme est avant tout une dynamique de réseau, et, en cela, c'est la puissance et la vitalité de ses composantes – les syndicats et sections syndicales – qui détermineront sa capacité à s'incarner dans les luttes. Et c'est dans les combats

corporatifs que se forment et se travaillent cette puissance et cette vitalité.

PAR GUILLAUME GOUTTE.

Groupe Salvador-Seguí, Syndicat des correcteurs CGT



G.Goutte. *POUR L'ANARCHO-SYNDICALISME : CONTRE TOUTES LES DOMINATIONS*, Nada, 2016.





# Le syndicalisme est avant tout un "lien de vie"

Depuis maintenant une vingtaine d'années je suis syndiqué, à la CGT. Dans ma branche, à l'époque la chimie et aujourd'hui la biotechnologie, je n'avais pas trop le choix en terme de syndicat de lutte. C'est pour cela que j'ai intégré la CGT : avant tout un besoin et une envie de ne plus me laisser faire, ni marcher dessus.

Assez vite, je me suis rendu compte des limites bureaucratiques propres à tout syndicat confédéral regroupant des centaines de milliers de salarié.e.s. Elles sont là et elles existent, mais elles ne sont clairement pas indépassables.

Que ce soit en 1995, en 2006, en 2010 et même en 2016, j'ai pu voir « les bases dépasser la tête » comme c'est dit dans les médias. J'ai pu sentir que, du bouillonnement dans les syndicats, sortait avant tout l'envie de lutter et de changer les choses. J'ai pu voir des modes d'organisation libertaires se mettre en place : consensus, sens du collectif, respect des dissensus et des oppositions. J'ai pu observer que souvent la base s'empare de sujets pour avancer ensemble : lutte contre le racisme, l'homophobie, la transphobie.

Certain.e.s me demandent pourquoi cela se produit. La réponse est, pour moi, simple : l'une des valeurs du syndicalisme, l'une de celle qui est et reste la plus partagée, c'est la fraternité. Cette valeur n'est pas qu'un mot, elle se joue tous les jours pour tenir face aux tôleurs qui nous exploitent.

Et cette façon d'être entraîne des prises de conscience collectives qui n'ont pas besoin de grands discours. C'est le terrain, le fait de se rendre compte que nous sommes dans la même galère, qui soude, qui ouvre les yeux et les esprits. Parce que oui, le dialogue est aussi l'une des bases du syndicalisme que je défends avec d'autres.

Quand le syndicalisme recule dans les boîtes, c'est les diviseurs qui reviennent : fascistes, racistes, religieux, nationalistes... Nous observons cela aujourd'hui, tant l'idée du syndicalisme a été malmenée aussi bien par les réactionnaires que par une partie de l'extrême gauche et des anarchistes incapables de comprendre quel outil fabuleux nous avions entre les doigts, et trop content.e.s souvent de se positionner sur une pseudo-pureté de la non compromission.

L'autogestion et l'appropriation des moyens de production ne sortiront pas d'un énième discours, mais bien d'actions concrètes et de renforcement des forces de lutte des travailleurs. Penser que nous pourrions atteindre l'autogestion sans un mouvement syndical fort, c'est comme imaginer que les religions tomberont d'elles même sans combattre l'idée de dieu, ou attendre que les capitalistes fassent leur autocritique.

À chaque fois que nous reculons, à chaque fois que nous cessons d'être présent.e.s dans les entreprises, nous ne laissons qu'un chemin large comme une autoroute à nos ennemis directs. C'est pour cela que je suis et reste syndicaliste, de base, et pour l'autogestion des entreprises par leurs travailleuses et travailleurs. Et ce malgré les difficultés parfois rencontrées.

Nous ne pouvons imaginer l'anarchie sans peser dans ce milieu qu'est le syndicalisme, sans y prendre une place claire pour poser nos idées, les proposer et, souvent, les voir vivre.

PAR FAB  
Groupe Graine d'Anar de la Fédération Anarchiste. Lyon



# Reconsidérer l'histoire du syndicalisme révolutionnaire

Le texte qui suit est un extrait d'un ouvrage en cours de rédaction, provisoirement intitulé *Histoire revisitée du syndicalisme révolutionnaire*, dans lequel l'auteur propose sa propre approche des rapports entre anarchisme, syndicalisme révolutionnaire et anarcho-syndicalisme.

Pendant la période qui suivit l'effondrement de l'Association internationale des travailleurs anti-autoritaire, les militants qui se réclamaient de son héritage connurent des moments difficiles. Il y eut la période des attentats - suivie par une répression qui désorganisa les groupes anarchistes - qui vit disparaître leur presse. Les militants connurent l'exil, le bagne et la clandestinité. En France, la République qui se mit en place après l'écrasement de la Commune se montra bien moins tolérante que le second Empire. Chaque tentative de reconstitution d'une quelconque structure ouvrière, même la plus anodine, était suivie d'arrestations et de citations devant un conseil de guerre. Pourtant, l'activité de construction d'une organisation ouvrière ne cessa pas, malgré la répression. Et pendant que les journaux bourgeois faisaient leur « une » des attentats anarchistes, le travail discret des militants continua de construire leur organisation de lutte.



Entre la fin de l'Internationale et la constitution du mouvement syndicaliste révolutionnaire en France, il y eut une « génération perdue » de militants. La génération des militants de l'AIT avait disparu et une génération nouvelle, moins formée, plus impatiente, la remplaça. Orphelins d'Internationale, les militants qui se réclamaient de l'héritage de l'AIT participèrent aux congrès socialistes internationaux organisés par la social-démocratie, mais ils durent subir des tentatives d'exclusion qui se finalisèrent en 1896 lors du congrès de Londres de la IIe Internationale.

Une forme d'oubli s'installa, aggravée par la mythification de ce qui était perçu comme une période héroïque du mouvement ouvrier anti-autoritaire.

**Mon travail se fonde sur la périodisation suivante :**

Une petite partie du mouvement anarchiste s'engage dans le mouvement syndical après la Commune



– Pouget en est un exemple. La plus grande part du mouvement est hostile à l'action syndicale. Lorsque Kropotkine écrit dans *La Révolte* en 1890 qu'il est nécessaire que les anarchistes entrent dans les syndicats<sup>[1]</sup>, ses propos furent très mal accueillis et suscitèrent de violentes critiques, selon un rapport de police du 23 octobre 1890<sup>[2]</sup>. Voici ce que dit ce rapport : « (...) *Des protestations nombreuses se firent entendre ; on cria presque à la trahison. Des lettres individuelles ou collectives fort vives de ton furent adressées au journal. Il en vint aussi de l'étranger (...)* »

Ces protestations sont révélatrices du degré de désaffection d'une grande partie du mouvement anarchiste envers l'action syndicale. Certes, de telles réactions ne sauraient incriminer l'ensemble du mouvement anarchiste : en effet, beaucoup d'anarchistes étaient déjà impliqués dans le mouvement syndical, souvent depuis longtemps. Mais elles montrent clairement que le mouvement anarchiste était incapable d'avoir la moindre stratégie cohérente en direction du monde ouvrier et syndical.

**A partir de 1890-1892 jusqu'en 1902**, on peut établir qu'il y a une période proprement « anarchiste » du mouvement ouvrier, en particulier dans les bourses du travail, qui n'ont pas été fondées par des anarchistes mais dans lesquelles ces derniers ont rapidement joué un rôle prépondérant.

En fait, les bourses du travail, des structures géographiques implantées sur la localité, ont joué le rôle de groupes anarchistes au sein du prolétariat. Les anarchistes ne sont pour rien dans leur fondation : elles résultent d'une scission au sein de la Fédération nationale des syndicats d'orientation guesdiste. Des tensions étaient apparues entre les partisans de la grève générale et les guesdistes, qui y étaient opposés. Les anti-guesdistes créèrent donc la Fédération des bourses du travail. Mais au sein de cette nouvelle organisation des conflits éclatèrent entre les différents courants qui y cohabitaient. Les anarchistes apparurent comme ceux qui étaient en mesure de modérer les conflits.

La date de 1902 marque la fin de cette période avec la constitution définitive de la CGT par l'intégration en son sein des Bourses du travail. Précisons que les militants des bourses étaient très réticents à cette intégration et qu'ils y ont mis une mauvaise volonté manifeste. Le congrès de Montpellier en 1902 est en fait le véritable acte fondateur de la CGT<sup>[3]</sup> car sont alors fusionnées la structure verticale (syndicats d'industrie et de métiers) et la structure horizontale, géographique (les bourses du travail). J'ajoute que cette double structure, qui définit précisément le syndicalisme révolutionnaire et plus tard l'anarcho-syndicalisme, correspond tout à fait au

schéma développé par Bakounine<sup>[4]</sup>.

Je ne veux pas dire que le mouvement ouvrier était « anarchiste » à strictement parler : il y avait d'autres courants d'idées, mais incontestablement les anarchistes en étaient l'élément moteur. Les attaques lancées contre eux par les réformistes lors du congrès d'Amiens (1906) attestent cette thèse.

C'est (à ma connaissance) au congrès de Montpellier en 1902 qu'on trouve pour la première fois l'expression « syndicalisme révolutionnaire »<sup>[5]</sup>. On la retrouve utilisée une fois au congrès de Bourges (1904) et une fois au congrès d'Amiens (1906) mais l'expression n'est pas employée de manière à qualifier une doctrine.

**Les années 1902-1908** marquent la période ascendante du syndicalisme révolutionnaire. La stratégie révolutionnaire est adoptée au congrès de Bourges, en 1904, lors duquel fut décidée l'organisation d'une grève générale pour obtenir la journée de 8 heures. Au sein de la CGT unifiée se forme un mouvement qui se détache nettement de l'anarchisme pour former une doctrine séparée. On peut dire que la "date de naissance" du terme « syndicalisme révolutionnaire »

[4] voir : René Berthier, « Bakounine : une théorie de l'organisation », <http://monde-nouveau.net/spip.php?article378>

[5] Voir le compte rendu analytique des débats du congrès de Montpellier, 1902 :

« Très sincèrement, Bourchet croit à la supériorité de l'action strictement syndicaliste révolutionnaire sur l'action mi-syndicale, mi-politique... » (p. 220)

« ... Nous sommes persuadés que les discussions profondes qu'elles entraîneront montreront à tous la force sans cesse grandissante du syndicalisme révolutionnaire et la conscience de plus en plus éclairée de la légitimité des revendications ouvrières... » (p. 40)

[http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf/09\\_-1902\\_-\\_Congres\\_Montpellier.pdf](http://www.ihs.cgt.fr/IMG/pdf/09_-1902_-_Congres_Montpellier.pdf)

[3] La CGT fut fondée en 1895 mais resta une organisation faible et peu développée. Sa véritable création et son essor datent de l'intégration, en 1902, de la Fédération des bourses du travail dans la CGT (N.D.A.).

[1] « Le 1er mai 1891 », *La Révolte*, n° 6, 18-24 octobre 1890. Cité par Jean Maitron, *Le mouvement anarchiste en France*, Tel Gallimard, t. 1.

[2] Cité par Jean Maitron, tome 1, p. 266

naire » en tant que doctrine est le 1er janvier 1905 dans la revue socialiste *Le mouvement socialiste* : l'ex-blancquiste Victor Griffuelhes, secrétaire général de la CGT, écrivit un article intitulé « Le syndicalisme révolutionnaire »<sup>[6]</sup>. Mais il va de soi que le fait précéda le mot.

Les anarchistes restent alors très présents dans la CGT mais ils seront progressivement évincés des principaux mandats par les réformistes. La lecture attentive du procès-verbal du congrès d'Amiens dévoile un net déclin du mouvement révolutionnaire.

Les commentaires des adversaires réformistes à la Direction confédérale, après le congrès d'Amiens, montrent bien que pour eux la signature de la « charte d'Amiens » est un échec pour les anarchistes. Il est significatif que deux grandes figures du mouvement anarchiste, Pouget et Delesalle, quittent la CGT en 1908.

On peut également dire que le baptême du syndicalisme révolutionnaire se trouve dans l'intervention de Pierre Monatte au congrès anarchiste d'Amsterdam de 1907. Et que son organe officiel est la revue *La Vie ouvrière*, fondée en 1909 par ce dernier.

**Le congrès d'Amiens tenu en 1906**, est souvent présenté comme l'acte fondateur du syndicalisme révolutionnaire. Je ne partage pas cet avis. En effet, il faut alors préciser que cette date marque aussi le début du déclin du syndicalisme révolutionnaire. La lecture intégrale du

[6] <http://monde-nouveau.net/spip.php?article576>

compte-rendu des travaux d'Amiens montre une réalité qui se situe bien loin du mythe qui en a été fait, mais en même temps une réalité bien plus émouvante<sup>[7]</sup>. On voit un courant syndicaliste révolutionnaire certes encore puissant, mais acculé, sur la défensive face aux représentants de fédérations réformistes puissantes. La réalité qu'on perçoit n'est pas celle du mythe qui fut construit après coup. On voit que les oppositions à la politique confédérale (c'est-à-dire syndicaliste révolutionnaire) sont extrêmement vigoureuses, que les coups envoyés sont parfois assez bas. Les syndicalistes révolutionnaires ont affaire à forte partie ; ils sont talonnés de près et harcelés par les guesdistes et les socialistes réformistes dont les forces sont loin d'être négligeables, et ils doivent se défendre pied à pied. Le vote de la fameuse « charte d'Amiens » par une écrasante majorité de délégués, y compris anarchistes, révèle à lui-même l'ampleur des concessions qui ont dû être faites aux réformistes, qui ont parfaitement compris que c'était là une défaite pour les anarchistes.

Présentée comme un compromis avec une fraction du courant réformiste pour faire barrage aux guesdistes, la charte d'Amiens consacre dans les faits la division du travail entre parti et syndicat.

**Les années 1909-1914** montrent un courant révolutionnaire sur la défensive, qui se maintient encore par la

[7] 1906- XVe Congrès national corporatif (IXe de la C.G.T.), et Conférence des Bourses du travail, Amiens, 8 au 16 octobre 1906

force d'entraînement, qui conserve encore la confiance de très nombreux travailleurs, mais qui est en perte de vitesse et qui doit affronter à la fois la répression féroce du pouvoir, une succession de sérieux échecs dans les luttes, et de graves crises internes provoquées par les réformistes dont la puissance grandit dans la CGT. En outre, le renouvellement des mandats montre que peu à peu les militants révolutionnaires sont progressivement évincés des postes de responsabilité au profit des réformistes. Au déclenchement de la guerre, on ne peut pas qualifier la CGT de « syndicaliste révolutionnaire ».

Le choix fait par la direction confédérale de ne pas s'opposer à la guerre en 1914 est la conséquence d'un certain nombre de facteurs complexes dont les deux principaux, me semble-t-il, sont :

- Le refus systématique de la social-démocratie allemande d'envisager une action commune avec les syndicalistes et les socialistes français en cas de déclenchement d'un conflit entre les deux pays.
- La montée en puissance du réformisme au sein de la CGT, dont on a tendance à sous-estimer l'ampleur.

En 1912 la direction confédérale a réussi à organiser une grève générale contre la guerre (initiative dont il n'y eut aucun équivalent en Allemagne), mais cette grève générale, à laquelle s'étaient farouchement opposés les réformistes, avait épuisé les réserves d'énergie de la Confédération et provoqué une répression terrible. Il ne s'agit pas de disculper la direction



de la CGT. Au déclenchement de la guerre, celle-ci aurait pu lancer un mot d'ordre de grève générale qui n'aurait sans doute pas été suivi, ou un mot d'ordre de désertion générale : la direction confédérale aurait simplement été arrêtée et la guerre aurait continué, mais l'honneur aurait été sauf. Mais tout ça, c'est facile à dire après coup. En tout cas, l'emprise du réformisme sur la CGT en 1914 est telle qu'il n'est plus possible de la qualifier de « syndicaliste révolutionnaire ».

**Le syndicalisme révolutionnaire reprendra du poil de la bête après la guerre,** et surtout après la révolution russe. Les mouvements anarchiste et syndicaliste révolutionnaire ont soutenu avec enthousiasme la révolution russe. Mais lorsque les informations sur la répression exercée par le gouvernement soviétique contre le mouvement ouvrier et contre tous les opposants de gauche ont commencé à filtrer, les anarchistes, à de rares exceptions près, ont condamné le régime. Le mouvement syndicaliste révolutionnaire lui, s'est scindé en deux. Une partie, avec Pierre Monatte, a soutenu les communistes russes et préconisé l'adhésion de la CGTU – une scission de la CGT – à l'Internationale syndicale rouge, le pendant syndical de l'Internationale communiste. Une autre partie du mouvement syndicaliste révolutionnaire, avec Pierre Besnard, refusa de soutenir les communistes russes, se retira de toutes les initiatives liées à l'Internationale syndicale rouge, ce qui aboutit à la fondation à Berlin, en 1922, de l'As-

sociation internationale des travailleurs seconde manière, date qu'on peut considérer comme celle de la fondation effective (officielle ?) de l'anarcho-syndicalisme.

C'est au syndicalisme révolutionnaire que se réfère la déclaration de principes de cette Internationale, mais on peut dire que c'est bien d'anarcho-syndicalisme qu'il s'agit : contrairement à la charte d'Amiens, elle ne se déclare plus neutre par rapport aux partis politiques mais en opposition à eux ; contrairement à la charte d'Amiens qui a occulté la lutte contre l'État, contre la stratégie parlementaire et contre l'armée, la charte de l'AIT de Berlin se déclare opposée à l'activité parlementaire, au nationalisme, au militarisme, à l'État. Cette déclaration de principes nous apprend une chose importante par ce qu'elle ne dit pas : à aucun moment le terme « anarcho-syndicaliste » n'est employé. Autrement dit, en 1922 il n'était pas encore d'usage courant.

Il faut garder à l'esprit qu'il y a eu une cassure dans le mouvement syndicaliste révolutionnaire, une partie de celui-ci ayant décidé de soutenir la stratégie internationale du communisme russe en adhérant à l'Internationale syndicale rouge ; l'autre partie refusant de soutenir le communisme concentrationnaire sur lequel toutes les informations étaient déjà disponibles. C'est sur cette question-là que se fondent les oppositions au sein du mouvement ouvrier à l'époque. Les militants qui ont fondé l'AIT de Berlin n'avaient pas le choix : il n'était pas concevable de ne pas être structuré

sur le plan international ; et il n'était pas concevable d'adhérer à une internationale qui cautionnait la répression impitoyable du mouvement ouvrier russe.

C'est à cette époque-là que naît l'anarcho-syndicalisme. L'expression existait déjà depuis la fin du siècle précédent, mais elle était employée indistinctement avec d'autres expressions, telles que « syndicalo-anarchiste » ou tout simplement « anarchiste syndicaliste », qui désignaient tout simplement les anarchistes qui se livraient au syndicalisme. Le terme « anarcho-syndicalisme » ne désignait alors jamais un mouvement ou une doctrine. Après la révolution russe, lorsque fera rage le débat sur l'adhésion à l'Internationale syndicale rouge, les pro-communistes traiteront d'« anarcho-syndicalistes » les anarchistes ou les syndicalistes révolutionnaires opposés à l'adhésion. Mais c'était alors une injure. Ce n'est que très progressivement que le terme s'imposera pour désigner une doctrine.

Lorsque l'AIT (seconde manière) est fondée à Berlin en 1922, ses documents fondateurs ne parlent pas d'anarcho-syndicalisme. Ce n'est pas parce que le terme n'est pas encore en usage, sinon sous la forme d'insulte sous la plume des socialistes et des communistes. C'est parce que les militants qui l'ont fondée se considéraient comme les vrais syndicalistes révolutionnaires.

PAR RENÉ BERTHIER



QUELS SYNDICALISMES ?

DOSSIER

## AUTOUR DES ORIENTATIONS SYNDICALES DE LA CNT ESPAGNOLE D'APRÈS UN DE SES ACTEURS

En octobre 2006 est parue en Espagne l'autobiographie de Luis Andrés Edo<sup>[1]</sup>. A notre connaissance, cet ouvrage n'a pas bénéficié d'une traduction française. Or, il offre un éclairage de l'anarchisme espagnol en exil et de celui qui suivra les premières années de la Transition, certes particulier, polémique et subjectif mais riche d'enseignements.

Luis Andrés Edo est mort le 14 février 2009. *Le Monde Libertaire* s'en est fait l'écho dans son numéro 1550 du 2 au 8 avril 2009. Il n'est donc guère utile de revenir sur sa biographie ; le lecteur du ML intéressé pourra toujours s'y référer. Non, il apparaît plus intéressant de lui soumettre quelques extraits traduits de cet ouvrage, critiquant avec recul, les errements de la CNT espagnole, et plus généralement de l'anarcho-syndicalisme espagnol après la mort du dictateur Francisco Franco.

« [Au cours des premiers mois de la Transition], la stratégie syndi-

[1] A.L. Edo, *La CNT en la encrucijada. Aventuras de un heterodoxo*, Flor del Viento Ediciones. 2006

cale de la CNT s'était (...) fracassée. Parce qu'une chose est de faire front contre l'agressivité répressive du système, devant laquelle il n'y a d'autre alternative que de répondre par l'agressivité sociale, une autre très différente est de vouloir répondre par une stratégie, en l'occurrence syndicale, qui divise fortement la « Reforma Pactada »<sup>[2]</sup>.

La CNT, avant la transition politique, aurait dû effectuer une lecture anarcho-syndicaliste de l'histoire ouvrière du siècle passé. Et par là même, elle aurait trouvé l'existence de seulement quatre situations historiques comparables (pour le mouvement ouvrier pris dans sa globalité) à celle de la Transition à partir de 1976. Ces quatre situations furent l'avènement de la 1ère Internationale en Espagne, le surgissement des structures syndicales UGT et CNT, l'avènement de la 2nde République et le resurgissement de la CNT, et enfin, l'explosion syndicale à partir du 19 juillet 1936.

[2] C'est ainsi qu'Andrés Edo désigne les processus de transition en Espagne. (N.D.A.)

Chacune de ces situations s'est développée sur une durée moyenne durant laquelle l'action ouvrière organisée acquit un rôle déterminant ; cette action s'accompagnait toujours d'une syndicalisation massive, ce qui permettait au mouvement ouvrier d'influer sur ces situations.

Cette lecture aurait permis au mouvement ouvrier organisé [libertaire] de comprendre dès 1976 qu'une simple stratégie syndicale se limitant seulement à obtenir une Ley organica, c'est-à-dire à valider les droits juridiques structurels du syndicalisme<sup>[3]</sup>, revenait à se convertir en simple courroie de transmission des partis politiques<sup>[4]</sup>. Puisque le mouvement ouvrier organisé laissait à ceux-ci le rôle principal de la Transition.

Une lecture anarcho-syndicaliste de cette situation n'aurait pas permis d'opter pour une stratégie syndicale mais plutôt d'aboutir à une connexion

[3] Les syndicats sont de nouveau légaux en Espagne le 28 avril 1977 (N.D.A.)

[4] De fait, Edo se positionne contre l'ex-CNT renovada appelée maintenant CGT qui se présente aux élections professionnelles.



historique avec le mouvement social (d'orientation extra-syndicale) afin de rompre avec le pacte social qu'imposait la partitocratie.

La stratégie de l'anarcho-syndicalisme ne s'établit pas « pour ici, pour maintenant et pour toujours », mais elle prend en considération l'ensemble des changements qui peuvent arriver dans la société (dans le cas où cela ne viole pas ses principes). Ainsi, au cours de son histoire, la CNT se vit obligée de répondre aux tueurs du patronat au début des années 1920. La stratégie n'était pas l'action syndicaliste, mais la loi du Talion : œil pour œil, dent pour dent. Devant le soulèvement militaire du 18 juillet, la stratégie syndicale n'avait aucun sens, la barricade s'imposait. Au début du Franquisme, l'action syndicale était évidemment impossible, mais cela n'a pas empêché la CNT, sans syndicat, de se convertir en organisation la plus importante de l'anti-franquisme, pendant que fonctionnait quotidiennement le Camp de la Bota<sup>[5]</sup>.

« (...) Ce qui se passe est que le marxisme a pénétré depuis plus d'un siècle le discours intellectuel en interprétant les concepts structurels, pragmatiques et hégémoniques et qu'à de trop nombreuses occasions (et encore maintenant) il a forcé la porte des approches politiques et idéologiques (y compris de l'anarchisme), échangeant la richesse de la diversité et de l'utopie pour une orthodoxie hégémonique. Et c'est cela qui, imparable, a pénétré la

structure anarcho-syndicaliste de la CNT.

(...)

La CNT s'est convertie alors en élément transversal et catalyseur du discours libertaire. Quand le syndicalisme réformiste ("courroie de transmission" de la partitocratie) se transforma (à travers ses chapelles mondialistes) d'objet du Pouvoir à sujet du Pouvoir, intégré alors dans le système capitaliste, l'anarcho-syndicalisme resta isolé en pre-



mière ligne de la barricade, faisant surgir un front antagoniste au sein même du mouvement ouvrier. A celui-ci s'ajouta les contradictions internes aux structures [anarcho-syndicalistes], comme conséquences de leur option organisationnelle qui se développa depuis l'Assemblée jusqu'à leurs figures de représentation, délégations et comités, par ce parcours la CNT reproduit un imagi-

naire du Pouvoir, quand son objectif est de l'éliminer.

(...) Doit-on modifier un nouvel élément transversal du discours [libertaire] ?

Ce qui paraît clair est que l'anarcho-syndicalisme ne peut plus exercer ce rôle de catalyseur. Son discours doit continuer à exister, mais il ne peut pas se déclarer lui-même nombril du Mouvement »<sup>[6]</sup>.

Pareilles observations critiques sur l'anarcho-syndicalisme et sa place dans le syndicalisme mondialisé ne sont pas nouvelles à l'heure d'écrire ces lignes. Elles n'en demeurent pas moins intéressantes aujourd'hui à un moment de notre histoire sociale où le conflit contre la loi Travail a remis en exergue les clivages syndicaux entre le réformiste et le révolutionnaire. Ce témoignage nous rappelle que le syndicalisme, même anarchiste et révolutionnaire, n'est pas à l'abri de la corruption quand il est ainsi intégré et normalisé au système libéral, démocratique et capitaliste, qu'il soit récent comme en Espagne ou un peu plus ancien comme en France. Le grand reporter embarqué dans une armée quelconque dans une « opération extérieure » est-il vraiment le plus objectif des témoins ?

PAR GWENOLÉ KERDIVEL,

groupe La Sociale de la fédération anarchiste, Rennes.

CGT-FAPT

[5] Ancien quartier littoral de Barcelone où se déroulaient les exécutions (N.D.A.)

[6] A.L. Edo, *La CNT en la encrucijada. Aventuras de un heterodoxo*, Flor del Viento Ediciones. 2006. p393-394



## QUELS SYNDICALISMES ?

DOSSIER

# SYNDICALISTE À VENDRE

Le capitalisme pourrit tout ce qu'il approche. Pour ne pas tomber dans ses rets, il faut avoir une sacrée conscience de classe. Ainsi, à force de s'asseoir à la table du grand patronat et des gouvernements de droite comme de gauche, les dirigeants syndicalistes ont oublié depuis déjà longtemps leur mission première. Ils sont allés de renoncements en renoncements. Ils pratiquent aujourd'hui la collaboration de classe. Ils se font les auxiliaires des partis politiques et indirectement, du grand patronat. Ils se font également les grands apôtres de la paix sociale, alors qu'ils devraient prôner la guerre de classe, jusqu'à extinction du salariat, du capitalisme, de l'exploitation de l'homme par l'homme. Il y a belle lurette qu'ils ont passé à la trappe la Charte d'Amiens de 1906, la référence théorique du syndicalisme révolutionnaire. Aujourd'hui, ils ont quasiment renoncé à défendre et à mener la lutte pour améliorer les conditions de travail et de salaire.

Je vais ici rappeler quelques points qui permettront de montrer que nous sommes aux antipodes du rôle révolutionnaire des syndicats. Lors de ce congrès de 1906, il a été affirmé l'œuvre revendicative quotidienne et la coordination des efforts ouvriers pour améliorer leurs conditions de vie et de travail (diminution des heures de travail, augmentation des salaires...). Dans cette charte est signifiée également que l'émancipation intégrale des travailleurs ne peut se réaliser que par l'expropriation capitaliste et elle préconise comme moyen d'action la grève générale. C'est la reconnaissance de la lutte de classe, classe capitaliste contre classe ouvrière.

Elle considère que le syndicat, actuellement groupement de résistance sera, dans l'avenir, le groupe de production et de répartition, base de réorganisation sociale. Le congrès déclare que cette double besogne quotidienne et d'avenir, découle de la situation des salarié-e-s qui pèse sur la classe ouvrière et qui fait, à l'ensemble des travailleurs quelles que soient leurs opinions, leurs tendances politiques ou philosophiques, un devoir d'appartenir au groupement essentiel qu'est le syndicat.

Comme conséquences, en ce qui concerne les individus, le congrès affirme l'entière liberté pour le syndiqué de participer en dehors du groupement corporatif aux formes de luttes correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à leur demander en réciprocité de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professe en dehors. En ce qui concerne les organisations, le congrès déclare, pour que le syndicalisme atteigne son maximum d'effet, que l'action économique doit s'exercer directement contre le patronat, les organisations confédérées n'ayant pas comme les groupements syndicaux à se préoccuper des partis et des sectes qui en dehors ainsi qu'à côté peuvent poursuivre en toute liberté la transformation sociale.

Et que dire des représentants syndicaux qui siègent au sein des CE et CCE (Comité d'Entreprise, Comité Central d'Entreprise), ils ont failli depuis des lustres à leur fonction. Cette institution représentative du personnel a été mise en place



en 1945. Elle doit être informée et consultée sur tout ce qui concerne les activités économiques et l'organisation de l'entreprise. Son but est de toujours agir au profit des salariés et de leurs familles. Or, concrètement leur contrôle sur les objectifs, les comptes, les décisions prises par les directions des entreprises sont quasiment nuls. Au sein des CE, les représentants du personnel sont devenus des organisateurs, des gestionnaires de loisirs et de vacances, et se font bien souvent les passeurs de la culture dominante. Alors que leur fonction première est d'analyser et de faire remonter les informations sur la gestion de l'entreprise, afin de mobiliser les travailleurs bien en amont des prises de décision. Seulement, ils se contentent d'annoncer les licenciements ; que dis-je, les "plans sociaux", les délocalisations ou les fermetures. Ils ne se battent plus pour empêcher les licenciements ou la fermeture de l'entreprise mais uniquement pour obtenir des "primes ou indemnités" de licenciement qui feront que les travailleurs accepteront leur sort avec résignation.

La lutte de classe se transforme en renoncement de classe.

Quoi d'étonnant à ce que le taux de syndicalisation en France ne dépasse pas les 7% ? Les dirigeants des boutiques syndicales sont dans le syndicalement correct, leur souci est de désamorcer les luttes qui se font jour dans les entreprises. Ils ont trop souvent tendance à s'occuper de leurs petites personnes et ne pensent qu'à profiter des avantages qu'ils peuvent tirer de leurs positions. C'est ainsi que depuis son éviction, Thierry Lepaon, l'ex-patron de la CGT, continue d'être rémunéré par le syndicat à hauteur de 7 000 € nets par mois. Nous sommes loin du salaire d'un ouvrier hautement qualifié.

Et à ce que l'on dit, François Hollande s'occupe personnellement de son cas, puisqu'il le nomme président de l'Agence Nationale de Lutte Contre l'Illettrisme. Comme la présidence de cette agence ne fait pas l'objet de rémunération, le bienfaiteur Hollande a décidé de transformer cette agence en une Agence de la Langue Française. Et, cerise sur la langue, le président sera rétribué !

Il n'est pas le seul syndicaliste à bénéficier des faveurs du gouvernement. Stéphane Lardy, responsable syndical à FO et spécialiste des questions du chômage devrait être nommé incessamment sous peu, à l'IGAS (Inspection Générale des Affaires Sociales). En espérant qu'au nom de la justice et de l'égalité des citoyens, il s'engagera à faire en sorte que

chaque demandeur d'emploi fera l'objet d'une attention particulière et que rapidement, il leur sera proposé un emploi.

Voyons Justhom, tu rêves ! Mais à ce que l'on dit ce sont les rêves et les utopies qui font avancer l'histoire, alors... Un autre syndicaliste avant ces deux-là avait eu les faveurs du président, il s'agissait de François Chérèque, l'ex-secrétaire général de la CFDT qui avait été recyclé, également à l'IGAS. Ces syndicalistes transformés par le fait du prince en hauts fonctionnaires continueront à croûter dans des gamelles bien garnies, dans la mesure où leurs rémunérations oscilleront entre 8 000 et 10 000 € par mois, sans les primes. Attention, car cet organisme pourrait devenir un repaire de dangereux révolutionnaires. Mais là, je plaisante bien évidemment. Car je gage que ces syndicalistes à l'eau de rose continueront à servir docilement les différents pouvoirs politiques.

On comprend mieux pourquoi 83% des jeunes et des moins jeunes estiment que les syndicats ne sont pas en mesure de défendre leurs intérêts et se tournent vers de nouvelles formes de luttes (associations, groupements, mouvements, collectifs...) et pratiquent quasiment spontanément une démocratie transversale et horizontale. C'est la preuve que le peuple a les moyens de se prendre en charge sans que personne ne décide pour lui. Toutes ces luttes montrent qu'il aspire à la liberté et à l'égalité émancipatrice. Il est donc important de fédérer tous ces organismes et structures pour leur donner plus de force, sur le plan de la gestion économique, sociale de l'entreprise, de la commune. Le fédéralisme permettra à tous les membres de la société d'être partie prenante de la vie sociale, de son organisation. Et ce, sans intermédiaire, sans dirigeant, sans institution décisionnaire. Peut-on espérer qu'avec les luttes qui se sont développées contre la loi Travail, la conscience de classe va s'intensifier et que les organisations syndicales appelleront à la grève générale ? En ce qui nous concerne, nous les anarchistes, nous nous y employons, par nos participations aux mouvements revendicatifs et par nos écrits afin d'y apporter notre point de vue.

PAR JUSTHOM

Groupe de Rouen de la Fédération anarchiste



## QUELS SYNDICALISMES ?

DOSSIER

# (COMMENT) FAIRE VIVRE L'ESPRIT DES BOURSES DU TRAVAIL AUJOURD'HUI (?)

Militant.e.s révolutionnaires impliqué.e.s dans des organisations syndicales, nous ne ratons jamais l'occasion d'évoquer l'œuvre et l'esprit des Bourses du Travail. L'aventure des Bourses avant la Première Guerre mondiale reste une source d'inspiration, un modèle à imiter. Selon la volonté de militant.e.s comme Fernand Pelloutier, elles ont été les caisses de résonance du mouvement ouvrier à l'échelle locale, des foyers d'agitation révolutionnaire, des lieux de culture et de formation, une ressource pour les "sans-travail".

Ce modèle, véritable originalité dans l'histoire du mouvement ouvrier, doit continuer d'inspirer nos luttes et nos pratiques syndicales. Ces brèves lignes ont pour but, non pas d'inciter les syndicalistes à faire un copier/coller des modèles du passé (entreprise qui serait de toute façon vaine dans le contexte actuel). Nous souhaitons seulement inviter à la réflexion sur quelques questions qui traversaient le mouvement ouvrier à la veille de la grande guerre.

La tradition syndicaliste révolutionnaire considérait le syndicat comme un vecteur permettant l'émancipation vis-à-vis du système capitaliste. Émancipation "collective", économique et politique : lutte des classes, abolition du salariat... Mais également émancipation "individuelle" et sociale : le syndicat est l'endroit où l'on pense le monde d'aujourd'hui, où l'on invente celui de demain.

Les Bourses du Travail visaient l'élaboration d'une culture ouvrière autonome (création de Théâtres du Peuple, d'orchestres ouvriers, etc.). Aujourd'hui apparaît la nécessité d'accorder une place importante à la formation<sup>[1]</sup> au sein de nos structures. Cela se vérifie facilement dans les syndicats, au sein desquels tous les militant.e.s n'ont pas les mêmes "savoirs" militants. Loin d'être un frein pour le syndicat, la diversité des parcours (militants, de vie) au sein de l'organisation, est un prétexte à la tenue régulière de formations et conférences sur des thèmes variés (histoire, débats sociétaux...).

À la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, le syndicalisme ouvrier apparaît comme la solution logique pour de nombreux.euses travailleurs.euses de secteurs nouveaux. De nos jours, les lignes ont bougé, la communauté du travail a changé. Loin d'être un outil obsolète et dépassé, le syndicalisme révolutionnaire est encore pertinent. À condition de s'adapter, à condition de se réinventer. Délaissé, voire méprisé par les grosses centrales syndicales, certains secteurs trouvent toute leur place au sein de la CNT-Solidarité Ouvrière<sup>[2]</sup>. Réutilisant les vieilles armes du mouvement ouvrier (grève, piquet, etc.) ou en inventant en d'autres,

[1] Nous ne parlons ici des formations techniques organisées pour les divers représentant.e.s du personnel et mandaté.e.s de nos syndicats (Représentant.e de section syndicale, Délégué.e du personnel...).

[2] Il va sans dire que les différentes pratiques inspirées des Bourses évoquées dans cet article peuvent se retrouver dans d'autres organisations syndicales (CGT, CNT-F...). Les lectrices.eurs excuseront le parti pris partisan de l'auteur...



les camarades des différents syndicats du nettoyage de la CNT-Solidarité Ouvrière font de nos jours encore, vivre l'esprit du syndicalisme révolutionnaire. Celui-ci peut encore représenter la voie menant à l'émancipation des travailleurs.euses. A condition qu'il ose se réinventer. L'idéal des Bourses du Travail ne réside-t-il pas également ici ? A l'époque des Bourses, il fallait inventer, prendre des risques, donner une certaine direction au mouvement ouvrier, quitte à se tromper. En se lançant dans le développement d'une nouvelle confédération syndicale il y a quelques années, nous avons pris le risque de nous lancer dans quelque chose de nouveau, de mettre l'accent sur le développement de certains outils (l' "arme" juridique), de jouer la carte des salarié.e.s (techniques) de la Confédération. L'avenir nous dira si nous nous sommes trompé.e.s. En attendant, nous pensons nous inscrire, en toute humilité bien sûr, dans l'esprit des Bourses en faisant ces choix : (ré)inventer, s'adapter, essayer d'autres choses.

Jusqu'à présent nous avons évoqué des thèmes que l'on pourrait qualifier de consensuels. Personne ne critiquera la nécessité d'autoformation au sein des syndicats, personne ne remettra en cause l'esprit d'innovation dont ont fait preuve les animatrices.eurs des Bourses, esprit que nous devons retrouver aujourd'hui. Qu'en est-il des autres caractéristiques de ces structures qui ont émergé en France il y a un peu plus de cent ans ?

Malheureusement, nos unions locales ne sont pas encore des foyers d'agitation révolutionnaire. Le vieux débat sur l'indépendance des Bourses du Travail n'est pas clos. En effet, nombreuses étaient celles qui existaient grâce aux aides financières des municipalités. Une des fonctions premières des Bourses était le placement des ouvriers.ères sans travail (d'où leur nom) dans un contexte de défiance de la classe ouvrière vis-à-vis des bureaux de placement privés et d'absence d'intervention étatique dans ce domaine. Doit-on se pencher à nouveau sur cette question ? En visant l'autonomie ouvrière, les Bourses du Travail investissaient des champs que l'État n'investissait pas encore (formation professionnelle, placement des sans-travail, mutualisme). Dans le contexte d'un État « social » (où du moins de ce qu'il en reste) et de ses corollaires en matière de formation, de traitement du chômage par exemple, comment tendre à l'autonomie ouvrière ? Réside sans doute ici l'un des défis les plus difficiles que notre syndicalisme ait à affronter. Renforçons nos syndicats et relevons les défis. Réinventons le syndicalisme révolutionnaire !

Que vive l'esprit des Bourses du Travail !

PAR G. BLÈQUE

militant CNT-Solidarité Ouvrière



# Proposition de structuration d'une caisse de grève interprofessionnelle

## POURQUOI J'AI QUITTÉ L'INTERSYNDICALE.

Mardi 14 juin vers 17 h 30. Je suis assis dans le car de l'intersyndicale. Maussade, je quitte mes camarades, les oreilles encore pleines du bruit des grenades dites de "désencerclement" ou assourdissantes, ou des deux qu'ils balancent à tout va. Les yeux encore un peu douloureux, bien gazés. Dans ce car, la moyenne d'âge oscille entre 55 et 60 ans. Tous bien "blancs", huit hommes sur dix. Un quart au parti et les deux tiers à la CGT (je suis à SUD). « Encore ces casseurs » bêlent-ils. Ou devrais-je dire qu'ils répètent bêtement comme des perroquets idiots la salade que les médias leur servent, à l'unisson de leurs sempiternels responsables du PCF.

Il y a longtemps qu'ils ont oublié de penser sans leurs chefs. Il y a longtemps qu'ils ont oublié qu'ils avaient été révolutionnaires. Il y a longtemps qu'ils ont oublié que chacun de leurs petits avantages, sécurité de l'emploi, statuts, retraites, sécu etc. ont été obtenus de haute lutte. Il y a longtemps qu'ils ne voient plus que leur sacré (sacré !) parti ne fait plus que de la "politicaïlle". Il y a longtemps qu'ils ne voient plus que leur CGT reste bien "stal". Pourtant nous n'étions pas seuls devant avec nos drapeaux. Des cégétistes fâchés (des vrais, quoi) étaient bien là, avec d'autres, là où le monde réel palpait. Des "blacks" (c'est comme cela qu'on dit maintenant) des "beurs" (idem) des femmes (souvent très jeunes) etc., moyenne d'âge autour de 20, 25 ans, gueulaient ensemble contre ces horreurs. Il est 17h30, maussade, je quitte mes camarades. Je quitte l'intersyndicale.

PAR CHRISTIAN,

groupe Gaston Couté de la Fédération Anarchiste.

Le mouvement du printemps dernier fut important et inédit dans son genre. Nous avons pu voir apparaître plusieurs initiatives de caisses de grève pour faciliter la solidarité interprofessionnelle et aider les secteurs en lutte, notamment celui des raffineries. Certains craignaient qu'un appel à la solidarité financière dissuade les salarié.e.s qui travaillent de se mettre en grève à leur tour. La question mérite en effet d'être posée.

Georges Yvetot, secrétaire général adjoint de la CGT dans les années 1900, constatait déjà que les syndicats les mieux dotés en ressources n'étaient pas forcément les plus actifs et les plus conquérants en nouveaux droits : « En France, les caisses les mieux alimentées sont, en général, celles des syndicats qui font le moins d'action, dont les comités craignent et paralysent l'action de leurs membres. En règle générale : l'argent, lorsqu'il ne corrompt pas, avachit ses possesseurs. »<sup>[1]</sup> On reconnaît là le ton tout particulier des révolutionnaires de la CGT d'avant 1914. Cette conception de la lutte syndicale semble toujours présente dans l'esprit des structures aujourd'hui, dans la mesure où peu d'entre elles sont véritablement dotées d'une caisse de résistance réellement importante et généreuse.

[1] Georges Yvetot – L'ABC syndicaliste/Émile Pouget – Le Sabotage, 160 pages, 2015, 5€, Disponible à la Librairie du Monde libertaire. Librairie Publico, 145 rue Amélot, 75011 Paris.



Cette conception est-elle totalement justifiée ? Les fonds patronaux risquent certes d'être bien plus importants que ceux de nos syndicats, et la crainte de voir s'envoler le capital longuement accumulé peut être démobilisateur aussi, comme le défend Yvetot. Néanmoins, nous savons aussi comment la Première Internationale a réussi à se développer grâce aux caisses de grèves et l'entraide qu'elle appliquait ainsi de facto. Dans les années 1970 lors de la grève des ouvriers du Parisien libéré on vit l'ensemble des ouvriers du Livre parisien faire don de 10 % de leur salaire chaque mois pendant un an et demi. Ce fut révélateur de l'efficacité de cette pratique.

J'aurais plutôt tendance à penser, donc, qu'il faut de toute façon s'organiser pour permettre aux grévistes d'aller le plus loin possible. Mais ce n'est pas suffisant non plus. Ce n'est pas cela seulement qui persuadera les travailleuses et travailleurs d'entrer en lutte ou d'aller jusqu'au bout, quoi qu'il en coûte. La détermination naît sans doute de sentiments et valeurs partagés et profonds.

En conséquence, partant de ce constat, j'ai voulu m'intéresser quelque peu au droit en la matière. Ma première option était de monter une association, loi 1901. Problème, les associations ont-elles le droit de créer des caisses de secours mutuel ? Il semble que non, vu que ce n'est pas défini dans leur capacité juridique. C'est aux mutuelles ou aux syndicats de le faire. Les mutuelles sont régies par le code des assurances et le code

de la mutualité. Il vaut mieux s'y connaître avant de mettre en place une mutuelle...

Les syndicats professionnels peuvent monter des caisses spéciales de secours mutuel depuis leur origine. Les fonds sont insaisissables, qui plus est. Problème, les syndicats professionnels ne peuvent pas, par définition, être constitués sur une base interprofessionnelle, ; ils doivent être structurés sur la base de métiers proches. En revanche, les unions syndicales (comme par exemple les unions départementales ou locales, les fédérations syndicales industrielles, etc.) peuvent se constituer sur une base interprofessionnelle. Elles disposent des mêmes droits que les syndicats, dont celui de mettre en place des caisses de secours mutuel.

Dernièrement, l'organisation qui s'est le mieux illustrée en la matière, c'est l'UIMM, l'Union des Industries et Métiers de la Métallurgie (union syndicale patronale de la métallurgie), grâce à sa caisse nommée EPIM (Entraide Professionnelle des Industries de la Métallurgie). Denis Gauthier-Sauvagnac, son ancien chef, fut condamné, y compris en appel, pour son usage frauduleux. L'EPIM fonctionne sur la base d'un règlement intérieur qui fut présenté au tribunal. Au terme du procès, le tribunal a estimé que l'usage des fonds n'était pas prévu par le règlement intérieur (pour information, un règlement intérieur n'est même pas nécessairement déposé avec les statuts du syndicat). D'où la condamnation pour abus de bien social. Néanmoins, l'existence de

l'EPIM ne fut pas remise en cause en tant que caisse spéciale de secours mutuel d'une union syndicale interprofessionnelle. Elle fut même utilisée lors du conflit chez PSA en 2012. Dont acte !

Je soumets donc une proposition. Elle ne prétend absolument pas être en mesure d'aboutir. Elle n'a pas la prétention de devenir une structure de masse avec des milliers de personnes et structures prêt à y adhérer. Loin de là même, nous n'avons pas cette influence. Les objectifs premiers sont multiples et modestes. Avant tout, de discuter le diagnostic établi au dessus, avec toutes celles et ceux investis dans la lutte des classes, ou qui souhaitent le faire, ainsi que de poser la question de notre capacité réelle, aujourd'hui, à nous organiser pour être plus efficaces à l'avenir. En outre, c'est l'occasion de sonder les milieux militants sur une telle initiative pour savoir si nous sommes susceptibles d'établir une base de travail réelle et concrète. Les unions syndicales sont formées par des syndicats professionnels, il en faudrait donc deux différents pour la constituer. On peut même créer des syndicats à l'activité très restreinte pour commencer.

Voici donc la proposition : constituer une union syndicale dont le seul et unique objectif est de fournir une caisse de secours mutuel pour les grévistes, pour les frais de justice et les jours de carence en cas d'arrêt maladie. Il n'est aucunement question de constituer une énième confédération syndicale qui concurrence-rait les autres, mais au contraire de

leur fournir un complément et de le garantir par les statuts.

**Nous proposons de nommer cette union syndicale Société pour l'Entraide, la Grève, et l'Unité Interprofessionnelle :**

## LA SEGUI.

Il s'agit bien évidemment d'un hommage au militant anarchosindicaliste espagnol Salvador Seguí ainsi qu'au groupe Salvador-Seguí de la FA dont je suis membre.

Voici des extraits de la proposition de statuts<sup>[2]</sup>. Nous attendons vos remarques, vos questions, vos commentaires, vos critiques, vos envies de participer individuellement, collectivement ou en tant que structure syndicale.

**Pour nous joindre :**

**Par Mail :** [groupesalvadorsegui@gmail.com](mailto:groupesalvadorsegui@gmail.com)

**Sur Facebook :** [facebook.com/SalvadorSeguiFA](https://facebook.com/SalvadorSeguiFA)

**Par courrier :** Librairie du Monde libertaire, 145, rue Amelot, 75011 Paris

PAR NATHAN

Groupe Salvador-Seguí de la Fédération anarchiste

[2] Retrouvez l'intégralité des statuts de la SEGUI sur le site Web du Monde Libertaire ([monde-libertaire.fr](http://monde-libertaire.fr)), dans la rubrique "Luttes syndicales".



# Société pour l'Entraide, la Grève, et l'Unité Interprofessionnelle

Extraits des statuts.

Retrouvez l'intégralité des statuts de la SEGUI sur le site web du Monde Libertaire ([monde-libertaire.fr](http://monde-libertaire.fr)), dans la rubrique "Luttes syndicales".

## Article fondamental

**La Société pour l'entraide, la grève et l'unité interprofessionnelle (Seguí) est une union de syndicats interprofessionnels.**

Son périmètre d'activité s'étend à toutes les branches professionnelles, aux actifs (occupés ou non) et inactifs sur l'ensemble du territoire de la République française. La Seguí autorise l'adhésion des personnes et entités résidant ou travaillant au-delà de ce périmètre d'activité dans la stricte limite des missions qu'elle se donne dans les présents statuts.  
(...)

## Article 2 - Conditions d'admission

La Seguí regroupe, de droit, l'ensemble des syndicats professionnels de salariés, de retraités, de chômeurs, d'étudiants, de lycéens, de travailleurs indépendants et d'entreprises familiales, l'ensemble des unions de syndicats et adhérents individuels du même type, qui en acceptent les présents statuts. L'adhésion est incompatible avec la position d'employeur.

## Article 3 - Représentation de la Seguí

La Seguí refuse toute représentation syndicale dans le cadre des élections professionnelles et mandatements syndicaux ou commission paritaire en entreprise, branche professionnelle ou négociation interprofessionnelle.  
(...)

Toutefois, la Seguí s'autorise à intervenir pour ses membres individuels et à leur demande dans le cadre des instances de négociation de fin de conflit prévues par la loi.



#### Article 4 – Membres – cotisations

L'adhésion à la Segui se concrétise à travers le paiement de la cotisation et la communication du bulletin d'adhésion dûment rempli ou mis à jour.

Les syndicats et unions syndicales adhérents doivent faire la promotion de la Segui auprès de leurs adhérents et effectuer un don annuel du montant de leur choix pour assurer les frais de fonctionnement de la Segui.

Les adhérents individuels doivent s'acquitter du paiement d'une cotisation d'un montant moyen de 0.5 % du revenu mensuel moyen pour assurer les frais de fonctionnement de la Segui.  
(...)

#### Article 7 – Assemblée générale

L'assemblée générale est souveraine et décide à l'unanimité des présents les propositions de motions et de modifications de statuts qui lui seraient soumises.

Toute organisation membre ou adhérent individuel peut participer à l'assemblée générale. Chaque membre, individuel ou organisation, peut déléguer sa voix à une personne de son choix.  
(...)

#### Article 8 – Bureau

Le bureau exécute les présents statuts, gère la Segui entre deux assemblées générales, et se répartit le travail comme il l'entend. Les décisions ne relevant pas de la gestion courante des adhésions ou activités de secours qui doivent être exécutées de droit, telles que la radiation, sont prises à l'unanimité.  
(...)

#### Article 9 – Commission de contrôle

La commission de contrôle vérifie la justesse des comptes. Chaque membre de la commission de contrôle peut exiger de vérifier les comptes et factures correspondantes à tout moment, le bureau

devant répondre à la demande dans les plus brefs délais. Chaque membre peut demander des explications éventuelles sur des factures qu'elle estime illégitimes.  
(...)

**Article 11 – Caisse spéciale de secours mutuel**  
La Segui se dote d'une caisse spéciale de secours mutuel. Elle est ouverte à tout adhérent.  
(...)

Le fond de la caisse spéciale de secours mutuel est constitué de cotisations spécifiques et de dons. La cotisation est fixée à 3% du revenu mensuel moyen a minima. En cas d'activité importante, la cotisation peut s'élever à un maximum de 10 %.

Les fonds de la caisse spéciale de secours mutuel de la Segui sont destinés :

- A combler les pertes de salaires des grévistes.
- A assurer les frais de justice de ses membres
- A combler les pertes de salaire suite aux arrêts de travail pour maladie liés aux jours de carences institués par la Sécurité sociale.

La caisse spéciale de secours mutuel de la Segui est prioritairement, et dans l'ordre qui suit, destinée aux grévistes, aux frais de justices, aux pertes de salaire suite aux arrêts de travail pour maladie liés aux jours de carences.

Le bureau est chargé de sa gestion. Il ne peut utiliser ces fonds que dans la limite des disponibilités financières de cette caisse qui ne peuvent être négatives. Un versement partiel est effectué dans la limite des ressources disponibles en cas de solde nul. Le reste est versé dès l'arrivée de nouvelles ressources conformément aux priorités établies.  
(...)

# PORTFOLIO

## "E-DOLLS"

Par Sofftwix

Les E-Dolls sont des femmes libérées... Elles sont toutes belles, mais elles portent les empreintes de leur vie sur le visage. Elles nous racontent chacune une histoire, son histoire : la folie des hommes, la violence de l'existence, le poids de l'éducation, l'usure du temps... Elles sont belles, mais derrière ou à travers cette beauté à la plastique parfaite, se dessine une blessure humaine, trop humaine...

Sont elles des mutants fantastiques ou au contraire, tellement femmes ?

Être une superwoman n'est pas la seule exigence demandée à la femme moderne, elle se doit également d'être belle, mince, sexy, sans âge et sans rides. La culture de l'apparence est bien plus poussée chez la femme que chez l'homme: chirurgie esthétique, psychose anti-rides, quête malade de la jeunesse éternelle. La plupart des femmes vivent consciemment ou inconsciemment dans la dépendance du regard et de l'approbation de l'autre et dans cette course effrénée à la validation extérieure, elles se perdent, s'abîment, se déchirent, se ternissent...







PORTFOLIO



PORTFOLIO



SOFTTWIX





## EXPERIENCES ALTERNATIVES

# Diony Coop à Saint-Denis (93)

## Préambule...

La coopérative alimentaire Diony Coop s'inscrit dans une réflexion globale de la Fédération anarchiste quant à la nécessité de mettre en place des « alternatives en actes ». Le propos est bien de confronter nos principes libertaires aux réalités sociales, politiques et économiques du moment. Bien entendu, cette confrontation se fera à l'intérieur du système capitaliste avec les limites que cela sous-tend mais cette confrontation avec son cortège d'apprentissages aura aussi l'intérêt de préfigurer comment pourrait fonctionner une société débarrassée du capitalisme et de son pouvoir.

Il s'agit donc bien là d'une expérimentation sociale et politique et non pas d'un processus révolutionnaire. Que cela soit dit afin d'éviter les malentendus et les éventuels procès d'intention.

D'autre part, à la Fédération anarchiste, il n'existe pas de ligne directrice imposée à l'ensemble des militantes et militants. Chacun peut librement décider de ses champs d'interventions ou de non-interventions. Toutes les initiatives sont respectables dès qu'elles

entrent dans le cadre de nos principes libertaires. De même, il n'y a pas de hiérarchisation a priori dans la réflexion ou dans l'action. Chaque intervention doit être vue comme une expérience et peut donc, en fonction des réactions constatées, être modifiée, repensée, affinée ou arrêtée.

A partir de ces quelques constatations, des membres du groupe Henry Poulaille de Saint-Denis ont décidé de lancer à partir de 2008, des initiatives s'inscrivant dans une pratique d'éducation populaire<sup>[1]</sup>.

## De l'éducation populaire

L'histoire sociale est riche de ces expériences d'éducation populaire : que ce soit le familistère Godin, les universités populaires de la fin du XIXe siècle, les coopératives de production et de consommation ou, sur le terrain des revendications sociales, les syndicats ouvriers. Car, qui dit « éducation populaire » se positionne clairement en opposition avec l'assistanat revendiqué par les religions et autres Resto du Cœur ainsi qu'avec le « service » tel que le conçoivent les institu-

[1] En 2008, création de l'Université populaire de Saint-Denis et en 2010 de l'AMAP Court-Circuit qui compte depuis cette date 250 amapiens et qui est une des plus grandes AMAP de France. Elle est bien entendu totalement autogérée.



tions (par exemple, les épiceries solidaires). L'éducation populaire s'inscrit dans une démarche volontairement citoyenne et donc tout simplement politique.

## Quelques principes pour une coopérative alimentaire

La Coopérative alimentaire Diony Coop a, elle, été lancée à l'initiative d'un collectif issu de l'AMAP Court-Circuit qui, elle-même, a été lancée, six années plus tôt, par les membres du groupe Henry Poulaille de Saint-Denis.

Cette filiation est importante car elle exprime bien la façon dont les principes de fonctionnement libertaires ont été assimilés par des membres non politisés de l'AMAP et ensuite réinvestis dans l'initiative coopérative.

Des « commissions » composées de membres auto-désigné-e-s de l'AMAP Court-Circuit se sont réunies début 2015 afin de mettre en forme quelques principes applicables à la coopérative à venir. Ces principes ont été vus comme « expérimentaux », ils n'ont donc

jamais été validés par une instance quelconque. La meilleure validation restant aux yeux des membres du collectif, la pratique collective.

## Refuser de créer un espace juridique formel

La coopérative n'a pas de forme juridique qui pourrait influencer sur la méthode de fonctionnement. Par exemple, la forme associative qui entraînerait de facto la présence d'un président, d'un bureau et des assemblées générales ; il n'y a d'ailleurs pas d'association à Diony Coop comme à l'AMAP Court-Circuit<sup>[2]</sup>.

[2] Du point de vue des institutions : Assureur, banquier, bailleur, fournisseurs d'énergies, etc il existe une « association ». La Dionyversité, qui signe le bail, assure les coopérateurs et le fond, ouvre un compte à la banque. Cette association n'apparaît jamais dans l'activité de la coopérative. Elle est une entité sans pouvoir et est composée de membres du groupe Henry Poulaille.





### Pratiquer cette responsabilité individuelle chère aux libertaires

Chaque membre de la coopérative peut prendre une initiative touchant à l'achat de produits à mettre en rayons. Il n'y a pas de « commission produits » comme c'est souvent le cas dans les collectifs. Ici, chaque coopérateur a la libre possibilité d'acheter des produits pour l'intérêt commun. Il en deviendra le référent et pourra si nécessaire en faire le réassortiment au fur et à mesure des ventes.

La contrainte économique (puisque nous payons tous-tes les marchandises à la commande) impose seulement une demande préalable au trésorier quant au montant à dépenser.

### Toucher le plus grand nombre de personnes en proposant des produits bio et du commerce équitable à leur prix d'achat sans aucune marge ajoutée

Aujourd'hui, après une année d'existence, Diony Coop propose plus de 900 références à ses membres. Tous ces produits sont entre 25 et 30 % moins chers que les produits identiques disponibles dans les enseignes de la grande distribution bio.

### Rechercher un nombre important de fournisseurs afin d'étendre au maximum les responsabilités et éviter une centralisation de pouvoirs

Ceux-ci pouvant être des "petits grossistes" de l'économie sociale et solidaire ou bien des artisans producteurs.

Les commandes faites auprès des premiers sont gérées par des coopérateurs-trices qui se sont auto-désigné-e-s et qui décideront seul-e-s à quel moment ils cesseront leurs activités. A charge pour d'autres de prendre la relève.

Celles effectuées auprès des seconds sont gérées par les coopérateurs-trices qui ont pris l'initiative de la rencontre.

Le principe de la disparition d'une gamme de pro-

duits étant perçu tout simplement comme un aléa normal d'une organisation autogérée.

Un cahier permet aux coopérateurs de demander de nouveaux produits via les grossistes.

Diony Coop compte au bout d'une année une quarantaine de fournisseurs dont cinq petits grossistes. Sont achetées environ 11 000 € de marchandises par mois ce qui nous fera atteindre environ 150 000€ euros de ventes pour l'année 2016.

### Maintenir parmi nous cet esprit de confiance qui fait la singularité de l'AMAP Court-Circuit

Il a été décidé par la commission administration d'abandonner la notion de caisse où il faudrait passer pour payer ses achats.

Chaque coopérateur a la responsabilité de tenir l'état de ses achats et de son compte. Cette décision, couplée à un rejet de l'informatique, amène depuis un an, chaque coopérateur à tenir sur une fiche cartonnée à son nom, l'état de ses dépôts financiers et l'état de ses achats.

L'inventaire effectué au 31 décembre 2015 nous a conforté dans cette méthode de fonctionnement puisque le chiffre obtenu était conforme à celui que nous devons avoir.

S'émanciper totalement des institutions

Diony Coop ne demande aucune subvention. Notre local est loué à l'Office Public d'HLM avec un bail et un loyer mensuel auquel s'ajoutent les charges collectives et particulières : EDF, eau, assurances.

Toutes les activités sont militantes.

### Et aujourd'hui ?

Avec 320 coopératrices/teurs, la coopérative alimentaire se porte bien. Un réapprovisionnement est fait toutes les trois semaines auprès des grossistes. A cette occasion, sept ou huit coopérateurs sont présent-e-s en matinée pour réceptionner les marchandises et en fin d'après-midi, un nouveau groupe de



coopérateurs intervient pour l'étiquetage.

Toutes ces interventions se font sous l'égide du militantisme. Des appels sont faits sur notre liste Internet de discussions et chacun peut venir en fonction de ses disponibilités.

Cette liste est d'ailleurs un outil indispensable à notre vie collective. Non modérée, elle est vue comme un espace de partage dans tous les domaines de la vie sociale : dons, conseils, échange, partage, et tant d'autres choses qui n'ont rien à voir avec la coopérative.

La coopérative est ouverte quatre fois par semaine<sup>[3]</sup> en fonction de l'envie des coopérateurs. Trois personnes doivent être présentes et il est arrivé quelques fois que ce nombre ne soit pas atteint. La coopérative reste alors fermée. Il n'y a pas d'obligation à participer à son bon fonctionnement mais il n'y a pas en contrepartie d'obligation à ce que la coopérative fonctionne au service des coopérateurs. Chacun devient ainsi responsable du fonctionnement de l'espace autogéré.

Sur le plan financier, la procédure imaginée par la « commission finance » s'est avérée tout à fait satisfaisante : chaque coopérateur dépose sur son compte individuel une somme forfaitaire qui le rend à ce moment « propriétaire » d'une partie du stock. Dès l'ouverture de la coopérative, les dépôts faits par les trente premiers coopérateurs nous ont permis d'acheter pour 3 000€ de stock et ainsi de suite, au fur et à mesure qu'arrivent de nouveaux coopérateurs. Actuellement la valeur de notre stock avoisine les 15 000€, soit une moyenne de 47€ de dépôt par coopérateur. Montant insignifiant qui met en évidence la faisabilité du projet.

Tous ces mouvements financiers se retrouvent sur un compte dédié au Crédit Coopératif.

[3] Diony Coop est ouverte le lundi de 12h à 14h et de 18h à 21h. Le jeudi de 18h à 21h. Le samedi de 10h30 à 13h30.

Parallèlement, il a été décidé par cette même commission une participation annuelle de 20€ par coopérateur afin de payer le loyer, les charges, l'assurance, l'électricité, l'eau ainsi que les petites dépenses de fonctionnement. Ce faible montant établi à partir d'un prévisionnel de dépenses ouvre nos portes à un large public souhaitant améliorer la qualité de son alimentation avec des produits bio payés au prix de gros.

Un second compte ouvert au Crédit Coopératif gère cette participation aux frais de fonctionnement.

Une seconde boutique de 55m<sup>2</sup> sera ouverte en octobre dans un autre quartier de Saint-Denis afin de couvrir le territoire.

### Conclusion politique.

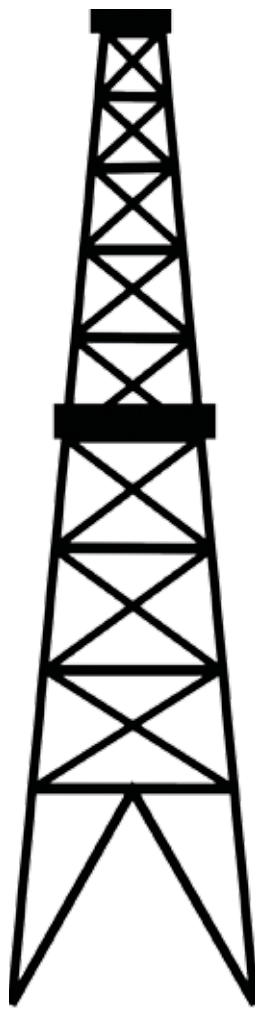
Le groupe Henry Poulaille a été créé à Saint-Denis dans les années 70 et il s'est activé sur les terrains classiques de la militance : affichage, tracts, meeting, éditions, soutien aux sans-papiers, ouverture de squats (Farcot à Saint-Ouen et De l'Estrée à Saint-Denis).

Toutes ces activités ont été nécessaires à notre implantation dans le tissu militant local mais elles ne nous ont pas permis d'approcher idéologiquement nos concitoyens. La création de l'Université populaire de Saint-Denis, de l'AMAP Court-Circuit et aujourd'hui de la coopérative alimentaire Diony Coop a donné un évident coup de projecteur aux valeurs que nous défendons depuis tant d'années. Les pratiques anarchistes apparaissent aujourd'hui pour toutes les personnes qui sont passées par l'AMAP Court-Circuit et par la Coopérative alimentaire comme des pratiques vivantes et abordables par toutes et tous. Ce que certains appellent l'anarchisme social.

PAR JEAN-CLAUDE RICHARD  
Groupe Henry Poulaille de la Fédération anarchiste. St-Denis.



# Creuser jusqu'où ?<sup>1</sup>



On sait que des civilisations se sont mises en difficulté ou se sont éteintes pour s'être fourvoyées dans la fuite en avant de l'extraction des "ressources" naturelles. Au milieu du 20e siècle, certains s'interrogeaient sur les conséquences à long terme de faire reposer toute une économie sur une ressource non renouvelable, le pétrole. Aujourd'hui, malgré ces avertissements, la folie s'empare de la planète : la "logique extractiviste" rend réel le risque de voir certaines ressources être exploitées jusqu'à l'épuisement total.

Par extractivisme, il faut entendre un "modèle de développement économique fondé sur l'extraction des ressources naturelles", donc un concept inextricablement lié au capitalisme, dans la mesure où les prélèvements s'effectuent selon un rythme et des volumes toujours plus grands (y compris l'agro-industrie et les monocultures forestières qui dépouillent les sols de leurs nutriments). Né avec la colonisation, le pillage des Amériques et la révolution industrielle, cet extractivisme massif accompagne aujourd'hui un capitalisme qui se veut triomphant sous l'égide des institutions financières internationales. En nous enfermant dans un rapport utilitaire et prédateur à tout ce qui nous entoure, il accroît la dépendance structurelle du système productiviste, industriel et consumériste à l'égard des matières premières

et de l'énergie. Quatre à cinq milliards d'individus dépendent du fonctionnement ininterrompu des infrastructures existantes.

« Entre 1900 et 2005, alors que la population a quadruplé, l'extraction des matériaux de construction a été multipliée par 34, celle des minerais métalliques et industriels par 27, celle des combustibles fossiles par 12 et celle de la biomasse par 3,6 », écrit Anna Bednik<sup>[2]</sup>. Et selon Philippe Bihouix<sup>[3]</sup>, ingénieur, « on s'apprête à extraire de la croûte terrestre plus de métaux en une génération que pendant toute l'histoire de l'humanité ».

Les incidences les plus perceptibles de cette frénésie sont évidemment d'ordre écologique, quand la fracturation hydraulique interfère avec l'agriculture sur la disponibilité en eau, tout en provoquant des séismes mineurs, ou lorsque l'industrie de la crevette occasionne la déforestation des mangroves, contamine l'eau par les produits chimiques (fertilisants, antibiotiques, nettoyants...), favorise la salinisation des sols. Montagnes déchiquetées, plaies béantes à ciel

[1] David Murray et Yves-Marie Abraham, *Creuser jusqu'où ? Extractivisme et limites à la croissance*. Écosociété. 2015  
 [2] A. Bednik, *Extractivisme, Voyage au coeur de planète-marchandise. Le passager clandestin*. 2016  
 [3] P. Bihouix, *L'âge des low-tech : Vers une civilisation techniquement soutenable*, Seuil. 2014.

ouvert, champs et villages inondés, épuisement des nappes phréatiques, diminution de la qualité de l'air, énormes quantités de déchets... autant d'effets qui résultent de ces processus de surexploitation, et qui sont systématiquement niés ou minimisés par les pouvoirs publics. Et, de plus, pour des rendements décroissants : alors qu'on produisait 18 kg de cuivre par tonne de roches extraite dans les années 1930, on n'en trouve plus que 8 kg aujourd'hui ; nous consommons aujourd'hui quatre barils de pétrole dans le temps où nous en découvrons un<sup>[4]</sup>.

Mais l'intérêt considérable d'aborder ces processus d'intensification de l'exploitation industrielle des "ressources naturelles" (forêts, eau douce, minerais, sable, rivières, faune sauvage, gaz de schiste, pétrole, terres fertiles...) jusqu'aux limites physiques, est de montrer le lien entre la destruction des habitats terrestres et le sort réservé aux populations qui les occupent, mettant en évidence la nécessaire convergence des luttes écologiques et sociales, et discréditant les thèses sur les origines fascistes et les tendances misanthropiques de l'écologie.

Il est en effet urgent de comprendre que les questions écologique et sociale sont intimement liées. Depuis qu'il existe, le système capitaliste sape continuellement sa base matérielle : l'épuisement progressif de nombreuses matières premières, l'impact désastreux des activités humaines sur les écosystèmes engendrent un coût de plus en plus exorbitant pour l'approvisionnement et la réparation des dégâts, grevant lourdement les budgets (ce système est même contraint de brader le pétrole en maintenant un prix dérisoire pour tenter de relancer une croissance aussi illusoire

[4] David Murray, « Le long chemin de l'extractivisme » in. *Creuser jusqu'où ?*

que mortifère). L'homme et la nature ont toujours constitué les deux piliers de l'exploitation capitaliste : la seconde moitié du 20e siècle a méthodiquement saccagé la planète pour un prétendu "confort" ; aujourd'hui, la poursuite de cette dévastation des ressources naturelles étant à haut risque, le système n'a d'autre recours que la surexploitation des "ressources humaines", d'où l'acharnement (de toutes façons sans espoir) des détenteurs du pouvoir contre le Code du travail, contre les acquis sociaux, la dignité, la liberté.

## DES RÉSISTANCES RÉPRIMÉES

Cette fièvre extractiviste s'étend à tous les continents, y compris l'Europe où les industriels redécouvrent les anciens sites miniers, dont l'exploitation pourrait redevenir économiquement viable. Mais l'intensité la plus forte concerne l'Amérique latine, et par contre-coup c'est aussi là que la détermination des luttes atteint son paroxysme. Comme l'exprime le collectif ALDEAH (Alternatives au développement extractiviste et anthropocentré), assemblées d'inspiration libertaire, collectifs influencés par le zapatisme, organisations indigènes structurées, mouvements paysans, associations rurales, individus, parfois issus de la théologie de la libération ou du marxisme... de plus en plus nombreux sont ceux qui se lèvent contre les projets miniers, pétroliers, agro-industriels et les gigantesques infrastructures énergétiques et de transport qui les accompagnent. C'est-à-dire des luttes en intelligence collective, ce qu'on pourrait souhaiter aux grandes confédérations syndicales et même à de nombreux "révolutionnaires".

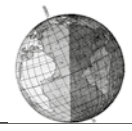
Ces mouvements s'invitent désormais sur la scène politique et exigent de participer aux décisions qui concernent leurs territoires, leurs revendications portant

en définitive sur le droit à l'autodétermination. Quelques chiffres permettront de mesurer l'ampleur du phénomène :

- En Colombie, environ 40 % du pays fait l'objet, de la part de sociétés multinationales, de concessions ou demandes de concession pour l'exploitation minière ou l'extraction du pétrole<sup>[5]</sup>.
- L'observatoire des conflits miniers en Amérique latine recensait, en 2014, 195 conflits à propos de projets d'exploitation minière à grande échelle.
- Selon un rapport publié par l'ONG Global Witness, au moins 908 "défenseurs de la terre et de l'environnement" ont été tués entre 2002 et 2013, dont 760 en Amérique latine, pour avoir résisté à un système fondé sur la prédation et l'usurpation. Selon cette même ONG, au Honduras, pays le plus pauvre d'Amérique centrale, mais doté de ressources naturelles considérables, et où cinq familles possèdent 40 % du PIB, 111 écologistes ont été impunément assassinés entre 2009 et 2014.

Certaines luttes acharnées permettent à des communautés paysannes ou indigènes de faire plier une multinationale minière. Mais ces avancées sont le plus souvent partielles et provisoires, parce que l'État offre ses bons et loyaux services aux grandes entreprises. D'abord, selon un rapport du FMI lui-même<sup>5</sup>, pour 2015, c'est l'équivalent de 5 300 milliards de dollars dont auront bénéficié les compagnies pétrolières et gazières en subventions directes, incitatifs fiscaux et autres cadeaux indirects. Ensuite, c'est un cadre législatif sur mesure que fixent des États corrompus, et qui consacre, par exemple, la préséance des droits miniers sur les autres utilisations du territoire, au détriment des droits et des usages

[5] Collectif ALDEAH, « Résister à l'extractivisme » in. *Creuser jusqu'où ?*



collectifs.

La criminalisation des militants autochtones, les déplacements de populations, la violation des droits humains, les violences policières, les assassinats ciblés ne suffisent pas, les entreprises considèrent comme illégales les recommandations des gouvernements, s'assoient sur les décisions de "justice", et poursuivent leurs travaux avec sérénité... pour qu'entre autres, deux milliards de portables puissent être fabriqués annuellement dans le monde !

ÉCOLOGIE SOCIALE ET LIBERTAIRE

Le constat est parfaitement clair : le train de vie de l'Occidental moyen ne saurait être maintenu ; l'extractivisme contemporain met en péril les conditions matérielles de survie de l'humanité, avec notamment la soif insatiable de matières premières et d'énergie des pays "émergents" comme la Chine. Les contraintes géologiques nous enseignent qu'il est impossible de maintenir les niveaux actuels de dépense énergétique, de mobilité ou de consommation. D'où la nécessité de s'orienter au plus vite vers une baisse drastique de la consommation des matières premières, de susciter une baisse de la demande et non un remplacement de l'offre (en commençant par les pays industrialisés et les "élites" des pays pauvres, faut-il le préciser). De nombreuses "solutions" existent :

brider la vitesse des véhicules, rechaper les pneus, composter les déchets, revenir à la consigne du verre... Mais il faudra aller beaucoup plus loin. Repenser en profondeur le concept des objets, les rendre réparables et réutilisables, faciliter leur démantèlement et leur recyclage en fin de vie ; concevoir des objets plus sobres, robustes, manuels, à base de matériaux simples, de basse technologie et contenant le moins d'électronique



possible, cesser de bétonner et d'asphalter à tout-va... constitue déjà un programme plus ambitieux, mais encore – à la limite – récupérable par le système capitaliste. Parce que la perspective ne viendra ni d'une illusoire croissance verte avec ses satellites : économie de la fonctionnalité, société cognitive, dématérialisation, économie circulaire, écosystèmes industriels... Ni d'une écologie vidée de sa radicalité, dépolitisée, aseptisée, d'une écologie moralisante des "petits gestes" qui masque les inégalités, ni d'un discours consensuel qui épargne les modes de vie les plus prédateurs, ni d'une financiarisation des nuisances environnementales, ni d'une technologie de l'innovation mystificatrice jusqu'aux délires de la géo-ingénierie, ni d'une

éducation à l'environnement assurée par la fondation Maud Fontenoy ou par ERDF.

Ce dont nous avons besoin, c'est de courage : personne (ou presque) n'est dupe quant à la gravité de la situation, mais beaucoup font semblant de croire au miracle technologique ou à l'irruption salvatrice d'un rédempteur. Ce dont nous avons besoin, c'est d'abandonner les fantasmes de la toute-puissance : un temps considérable a déjà été perdu. Ce dont nous avons besoin, c'est d'un temps de réflexion collective avant la collision, d'une remise à plat qui commence par la conviction d'une sortie impérative du capitalisme, et de la prothèse qui l'accompagne, l'État. Et qui se poursuit par la conception d'une organisation sociale dont l'activité économique s'inscrive dans

le cadre des contraintes écologiques. Le moins que l'on puisse dire, c'est que l'humanité, malgré quelques sursauts méritoires, n'est présentement pas engagée sur ce chemin. Il existe d'autres trajectoires historiques possibles que le capitalisme thermo-industriel : il vaudrait mieux choisir la bonne !

PAR JEAN-PIERRE TERTRAIS

# L'anarchie en pratique :

## la communauté « La Esperanza », un exemple d'autogestion vivante.

« L'idéalisme est nécessaire, il ne doit pas être basé sur des irrationalismes ni sur des chimères, mais sur la capacité réelle d'idées pertinentes afin de changer les choses. Il faut déchiffrer les limites de ses propres mythes, qu'ils soient idéologiques, théoriques ou d'autre espèce ; découvrir les failles des penseurs de référence et essayer d'appliquer ses propres idées en prenant en compte le fait que beaucoup de gens avant toi se sont saisis du problème, afin d'en tirer les expériences du passé (l'histoire doit être conçue comme une piste, pas comme un souvenir). La réalité c'est que cette expérience concrète, personne ne l'a tentée avant ; seulement toi et celles et ceux qui t'accompagnent.

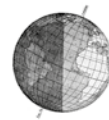
Le discours qui s'auto-référence disparaît et il ne reste plus que la dure réalité. Elle est dure, mais elle est à toi. »<sup>[1]</sup>



Cela fait maintenant plus de trois ans que le projet de communauté « La

[1] Extrait du texte « Anarchie debout dans la rue ». Publié sur le site [www.regeneracionlibertaria.org](http://www.regeneracionlibertaria.org) par un membre de la Fédération anarchiste de Grandes Canaries (FAGC).

Esperanza » a débuté. Début 2013, au sein des luttes contre les expulsions, qui ont pris de l'ampleur avec le mouvement du 15M (Les indigné.e.s), la Fédération anarchiste de Grandes Canaries (FAGC) a pris contact avec la propriétaire d'immeubles inoccupés dans la ville de Santa María de Guía. A cette époque, la FAGC développait diverses initiatives sur ce terrain, créant un « Groupe de réponse immédiate contre les expulsions » et « l'Assemblée des locataires et des expulsé.e.s. » Les appartements de Santa María de Guía étaient sur le point d'être hypothéqués en faveur des banques. Cette situation, associée aux différents vols de matériel qu'avaient subi les logements, ont rendu possible un accord avec la propriétaire afin qu'elle cède temporairement les appartements au projet que souhaitait initier la FAGC. Une initiative d'accession au loge-



ment pour des familles sans ressources et dans des situations très compliquées. Aujourd'hui, dans le marécage des procédures judiciaires, la question de la propriété de ces lieux a suivi un chemin tortueux avant d'être tranchée, en faveur de la SAREB (la fameuse « mauvaise banque ») qui, une fois que tous les recours seront épuisés, pourra commencer d'expulser la communauté « La Esperanza ».

Malgré cela, depuis 2013, le projet a continué de croître à grands pas, et actuellement la totalité des 71 appartements que comptaient les immeubles sont occupés, permettant à près de 250 personnes, dont 150 mineurs, d'accéder au logement. En plus d'être un espace d'habitation, « La Esperanza » est née avec l'intention de créer un projet social

plus large, une vraie communauté. Pour cela, il a été mis en place une forme différente de vie en commun et de construction du voisinage. Les logements sont socialisés, ce qui veut dire que la propriété est sous le régime communautaire. Cela suppose, par exemple, que les travaux de maintenance sont à la charge des habitants et habitantes de « La Esperanza », qui s'autogèrent selon leurs propres compétences. Cela implique aussi que, lorsqu'une famille quitte l'appartement, parce qu'elle se retrouve dans une situation professionnelle et économique plus favorable, l'appartement revient à la communauté et c'est elle qui le met à disposition d'une autre dans le besoin. Étant donné que l'initiative est née pour donner des solutions stables face à des cas d'extrême pauvreté (des familles sans ressources ni

revenus, souvent avec des enfants, en situation de chômage de longue durée ou victimes de violence de genre), il n'y a pas de loyer à payer pour les appartements, mais une cotisation de 25 euros par mois (sur la base du volontariat, chacun.e peut apporter plus ou moins en fonction de ses moyens) afin de pouvoir acheter de grandes cuves d'eau. Ce problème d'approvisionnement en eau, qui se conjugue avec ceux d'accès à la l'électricité, fait que l'utilisation et l'économisation de ces ressources est quelque chose de nécessaire au jour le jour.

Toutes les décisions qui concernent la communauté se prennent en assemblées, qui se tiennent une fois par mois (sauf en cas d'urgence), et c'est de là que partent les commissions qui se chargent

du travail pratique quotidien. Comme nous l'avons dit, l'idée de ce projet suppose un changement dans les relations de vie collective, de façon à essayer que les conflits qui peuvent surgir entre voisin.e.s, soient résolus directement par les intéressé.e.s, ou avec l'appui de la communauté, en cas de besoin, mais sans recourir à « aucune forme de violence, qu'elle soit personnelle ou institutionnelle ».

Dans ce sens, il existe aussi d'autres projets communautaires comme un jardin collectif ou le travail auprès des nombreux enfants de la communauté. Durant ces derniers mois, l'occupation principale était liée aux efforts d'information auprès des médias, des informations qui ont fait boule de neige, car c'était le choix des habitant.e.s de « La Esperanza ».

Après tout ce chemin parcouru, les problèmes se sont accentués avec le harcèlement de la part de la Guardia civil (la police).

Les voisin.e.s de la communauté dénoncent des faits de surveillance depuis les immeubles voisins de la part des forces de l'ordre, ainsi que diverses sanctions administratives et même des détentions arbitraires (qui viennent à la suite des sanctions administratives, puisque les gens qui

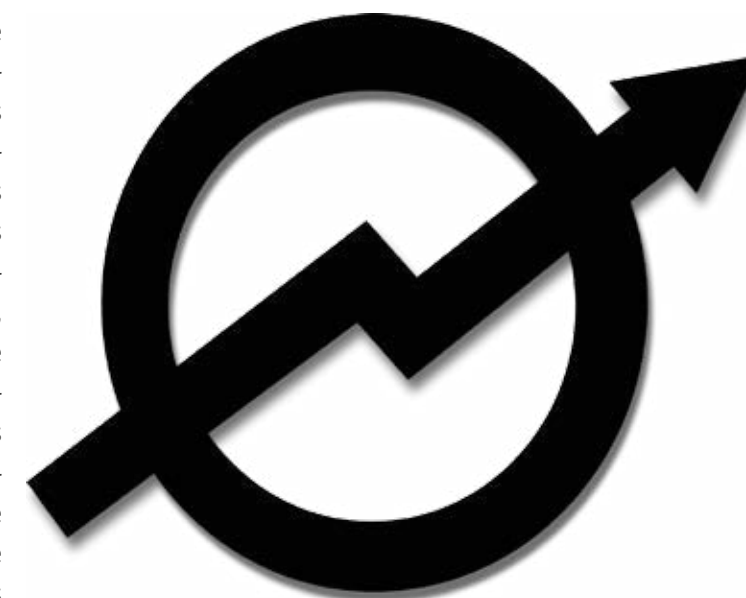
vivent à « La Esperanza » n'ont pas de ressources économiques).

Partant de ce constat, la communauté a lancé une campagne d'information, afin d'expliquer la situation actuelle du projet, de ses besoins, de ses prochains objectifs, et surtout de faire connaître ses succès. Parce que, s'il y a quelque chose que nous souhaitons mettre en valeur dans cette expérience, c'est le fait qu'ils et

qui, comme nous l'avons dit, se résolvent de façon précaire.

D'un autre côté, et face à la situation générée à partir du moment où la SAREB est devenue la propriétaire des immeubles, l'assemblée des habitant.e.s a annoncé son intention de lutter contre la possible expulsion au prétexte de transformer les appartements en logements sociaux (fixant le loyer à 20 % des revenus des

familles). Mais ce qui est sûr, c'est qu'ils ne vont pas conserver le fonctionnement interne, sa gestion horizontale et autonome du voisinage. Mais tout cela c'est du futur, et nous espérons recevoir de bonnes nouvelles dans les mois à venir.

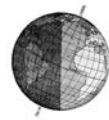


elles ont réussi à créer, avec le travail quotidien de toutes ces personnes, à partir de rien, un outil de transformation sociale et de résolution de problèmes très efficace. L'autogestion et le travail de base fonctionnant au jour le jour permet de résoudre des problèmes et d'aller de l'avant. Pour en revenir aux prochaines étapes, « La Esperanza » essaie de régulariser les problèmes de base des appartements, à savoir l'eau et l'électricité,

**Pour plus d'informations sur « La Esperanza », et si vous voulez voir comment soutenir cette initiative, nous vous recommandons la visite du site de la Fédération anarchiste de Grande Canarie :**

**[www.anarquistasgc.net](http://www.anarquistasgc.net)**





## L'avis des marginalisés sur la thèse du "coup"

Regard d'un chercheur et militant brésilien sur la crise du Brésil.

**Ce texte fait suite à la parution de l'article « Brésil : un coup d'État parlementaire ? » dans le numéro spécial du Monde Libertaire, mai 2016.**

Effectuer une analogie entre le coup militaire, d'un côté, et l'actuel processus d'écartement de la présidente, de l'autre, en apposant à chaque fois le même label de "coup contre la démocratie", c'est mettre dans le même sac deux processus de natures différentes.

Le premier est un coup de force, le second, plus actuel, une procédure rigoureusement conforme à la loi capitaliste. Effectuer une analogie entre ces deux événements, c'est défendre la thèse de la gauche institutionnelle, selon laquelle il existe au Brésil, une vraie démocratie et par conséquent des partis et politiciens "démocrates".

Je comprends pourquoi cet avis réus-

sit à tromper quelques libertaires européens : il est le plus diffusé en dehors du Brésil par la gauche institutionnelle et ses grands médias. En revanche, ce n'est pas celui de beaucoup d'organisations libertaires, autonomes et anticapitalistes radicales du Brésil. Pour soutenir cet avis apparemment marginalisé, je pourrais citer de nombreux exemples en vrac. Je pourrais dire que certains universitaires spécialistes du numérique se méfient du système des urnes électroniques du Brésil ; que le gouvernement du Parti des Travailleurs (PT), depuis Lula, est l'allié de beaucoup de groupes et de politiciens ayant soutenu la dictature militaire au Brésil ; que le PT a adopté les mêmes politiques économiques et "sociales" que cette même dictature, ainsi que celles des gouvernements néo-libéraux précédents (priorisation du marché, intégration des pauvres dans le consumérisme, dépendance

aux dettes bancaires etc.). Je pourrais également dire que le PT a réprimé avec beaucoup de férocité les diverses grèves de travailleurs et les mouvements de protestation des



classes populaires, sans oublier bien sûr les révoltes indiennes et celles des paysans pauvres ; que le PT a occupé militairement de nombreuses favelas et que leurs habitants ont subi les violences quotidiennes de l'armée ; que le PT a encouragé et commandité les persécutions policières et judiciaires contre des organisations populaires libertaires, autonomes et anticapitalistes radicales etc.

Donc, défendre la thèse selon laquelle il existe une vraie démocratie ainsi que des partis et politiciens démocrates au Brésil, c'est nier la vraie marque autoritaire et anti-populaire du système brésilien et du gouvernement du PT. A partir des

grandes vagues de protestations populaires radicales et autonomes de juin 2013, le rôle de "pacificateur" et de conciliateur que le PT a joué au nom des groupes dominants est arrivé à bout de souffle. Le PT a alors perdu de son importance pour les élites brésiliennes, qui ont décidé de le remplacer afin de perpétuer les fausses espérances du peuple dans la "démocratie" (je rappelle que des recherches d'opinion publique montrent que la confiance populaire dans le gouvernement Dilma est récemment passée sous les 10 % !). C'est pour tout cela que parler de "coup", revient à dire que la démocratie et les partis et politiciens démocrates existent au Brésil. Cela cache une fois de plus la réalité : que l'on parle du régime militaire, des officiels de l'armée, du Parti des Travailleurs, ce sont en fait les mêmes grands groupes économiques qui déterminent les décisions et directions de la société brésilienne.

Je regrette que les parutions du Monde Libertaire aient défendu la thèse du "coup contre la démocratie". Je pense que le but des anarchistes devrait être de dénoncer le vrai piège que le PT représente pour les organisations et les luttes populaires et de montrer que l'unique espoir pour ces organisations et ces luttes, c'est l'organisation autonome et anticapitaliste. Mais, comme les diffuseurs des intérêts du pouvoir et du PT ont plus de moyens finan-

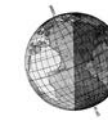
ciers pour répandre leurs thèses, je comprends pourquoi celles du "coup contre la démocratie" ont réussi à s'établir, même auprès des anarchistes.

À la lutte, camarades !

Santé et anarchie !

PAR VANTIÊ CLÍNIO CARVALHO DE OLIVEIRA.

Chercheur en Sciences Sociales et militant anarchiste brésilien.





LITTÉRATURE

Les ouvrages présentés ici sont disponibles à la librairie Publico



# L'essai

De Nicolas Debon,  
éditions Dargaud. 2015

### Communauté anarchiste.

Le 2 mars dernier, le CIRA Marseille a eu la bonne idée d'inviter, pour sa causerie mensuelle, Nicolas Debon et Céline Beaudet. Le premier, dessinateur et auteur de L'Essai, la seconde, écrivaine et auteure du livre Les milieux libres : vivre en anarchiste à la Belle Époque en France, paru en 2006 aux Éditions Libertaires.

Nicolas Debon n'est pas anarchiste, ce n'est pas un compagnon... mais la fascination que l'expérience communautaire d'Aiglemont dans les Ardennes, de 1903 à 1909, a exercé sur lui a été telle qu'il en tira une bande-dessinée particulièrement intéressante et bien construite à partir d'une sérieuse recherche documentaire.

C'est en surfant sur Internet que l'histoire de cette communauté lui est apparue, aiguisant visiblement son appétit... pour « ces hommes modernes qui ont tenté de construire, à l'écart de la civilisation et avec des moyens rudimentaires, un nouveau modèle

de société ».

Après des BD aussi diverses que Le Tour des géants (consacrée au Tour de France de juillet 1910) et L'invention du vide (les débuts de l'alpinisme à la fin du XIXe siècle), Nicolas Debon s'est attaqué à L'Essai, s'inspirant d'un fait réel : la création, en 1903, d'une colonie libertaire dans les Ardennes par l'anarchiste Jean-Charles Fortuné Henry - dont le frère cadet n'était autre qu'Émile Henry, auteur de l'attentat du Café Terminus à Paris en février 1894 qui lui valut à 21 ans d'être guillotiné - et ses compagnons.

Le 14 juin 1903, Fortuné débarque du train avec sa valise, quelques outils et son chien à Aiglemont, où dans la proche forêt des Ardennes, il a acheté, sous le nom d'un ami, un terrain qui deviendra après bien des efforts, des difficultés et des déchirures (car il n'en manqua pas dans les milieux individualistes) une expérience de référence dans les « milieux libres » où l'on tentait de vivre l'anarchie au temps présent.

PAR BERNARD HENNEQUIN



### Les cahiers de Justo Garcia

Andrés Trapiello, éditions de La Table ronde. 2006

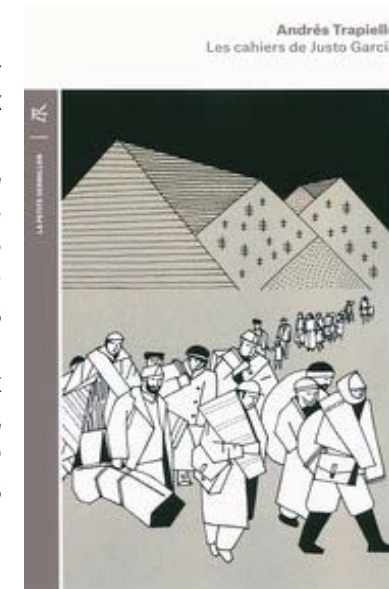
### Guerre espagnole.

C'est un récit prenant que viennent de republier dans leur collection de poche les éditions de La Table ronde où on assiste aux dernières heures de la guerre civile et aux premiers jours de l'exil.

Hiver 1939. L'armée républicaine, ce qu'il en reste, est en déroute. Dans la débâcle, sur la route vers la France, chacun-e est plongée-e dans ses pensées. Justo Garcia, syndicaliste, volontaire dès 1936, lui, les confie à un cahier et il raconte : les derniers combats, l'attitude des staliniens, le froid et la faim. La France enfin. Mais il n'y trouve que beaucoup d'indifférence et un camp en bord de mer, où les conditions sanitaires sont lamentables et le vent incessant, une horreur à vous rendre fou.

On suit donc Justo dans sa désillusion, sa misère, sa souffrance et ses rencontres (avec Clara, et surtout l'énigmatique Thomas Lechner, Français des Brigades Internationales, qui est l'autre personnage principal du livre). « De cette guerre, il ne nous restera que les souvenirs et les plaies qui, avec un peu de chance, finiront par cicatriser les unes après les autres ». La route vers l'exil le mènera jusqu'au Mexique.

PAR OLIVIER BOULY



### Surveillances, éditions publie.net. 2016

### Littérature d'anticipation.

En 2013, dans la foulée des révélations d'Edward Snowden, les ventes de 1984 ont explosé. Le roman de George Orwell fut publié en 1949 au Royaume-Uni, pays aujourd'hui devenu le leader mondial de la vidéosurveillance.

De 1984, il en est question dans Voyant rouge, un texte signé Céline Curjol, et extrait de *Surveillances*, recueil de 12 textes courts écrits par autant d'écrivains contemporains qui se sont emparés de cette thématique. Les traitements sont variés (lettre, écriture fragmentaire ou nouvelles). Les auteurs montrent de façon plus ou moins ludique, plus ou moins abstraite leur inquiétude (caméras installées dans les salles de classe, comportement jugé déviant dans une société sous contrôle, rencontre avec un drone pervers, auto-surveillance...), leurs interrogations (sur l'identité, l'intimité, le consentement) à la frontière de l'intime et du politique. Citation extraite du texte de Claro : « Il est méconnaissable. Mais bon, voici son signalement. »

PAR OLIVIER BOULY



« Nos vies sont suivies — mais par qui ?  
Qui suit mes vies ?  
Quelqu'un suit mes vies mais qui ?  
Qui suit mes vies n'est pas nommé. »

Marie Cosnay, Si nos vies sont suivies en temps réel, serons-nous encore libres de les écrire ? In *Surveillances*, mai 2016, éditions publie.net



## RIOT GRRRLS.

CHRONIQUE D'UNE RÉVOLUTION PUNK FÉMINISTE  
Manon Labry, éditions Zones. 2016



Filles sauvages, punks et féministes. Tout serait dit avec cette tristounette accroche, ce pauvre résumé ? NON. Certes, Riot grrrls est bien la chronique d'une révolution, celle de jeunes américaines issues de la scène punk, rédactrices de fanzines, subissant le puritanisme des années Reagan et donc, en colère : « Cette société n'est pas ma société parce que cette société hait les femmes » (fanzine Bikini Kill, 1990). NON. Car vous rateriez l'essentiel : le plaisir immense que donne la lecture de ce livre. Girls to the front – Les filles devant – a un double sens bien sûr : les filles prennent leur guitare, leur plume, elles prennent la parole et (d)énoncent la solitude et la violence subie. Cette frustration devient une machine de guerre et leurs chansons sauront décrire « ce monde patriarcal et capitaliste de merde » ! Manon Labry raconte cette révolution avec un style, une invention et un humour jubilatoire ! Elle aussi est une fille sauvage qui reconstitue, réinvente, sans nostalgie, une période qu'elle n'a pas connue et dont elle a fait son objet d'étude. Mais loin d'être un texte universitaire, c'est surtout un objet littéraire qu'elle nous donne. Son texte colle à l'esprit de ce mouvement. DIY, le but étant de faire des émules, de susciter des vocations : « Ouvre-la, n'importe comment, mais ouvre-la » ! Message est passé ; message à passer.

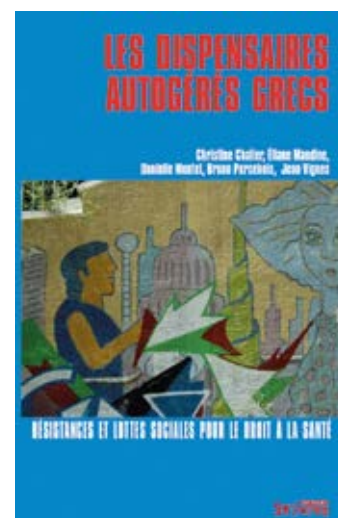
PAR OLIVIER BOULY

## LES DISPENSAIRES AUTOGÉRÉS GRECS.

RÉSISTANCES ET LUTTES POUR LE DROIT À LA SANTÉ

Christine Chalier, Eliane Mandine, Danielle Montel, Bruno Percebois, Jean Vignes, éditions Syllepse, collection « arguments et mouvements »

Santé, autogestion. L'effondrement du système de santé est certainement une des conséquences les plus tragiques de la crise économique et sociale qui secoue la Grèce. Selon Médecins du monde, 25 à 30% des personnes qui se présentent aujourd'hui à l'hôpital sont refusés. Fermeture de dizaines d'hôpitaux, réduction drastique des effectifs, multiplication des suicides et des maladies mentales, pénurie de médicaments, pourcentage croissant de la population privé d'accès aux soins : face à cette situation les Grecs ont réagi en créant des structures solidaires gratuites et autogérées pour prendre en charge collectivement les questions de santé. Ces nouveaux dispensaires gratuits couvrent l'ensemble du territoire et ce sont des centaines de milliers de patients qui ont recours à leurs services. Un autre système de santé émerge, une résistance sociale s'organise.



## BENJAMIN PÉRET

L'ASTRE NOIR DU SURREALISME,  
Barthélémy Schwartz, éditions Libertalia.

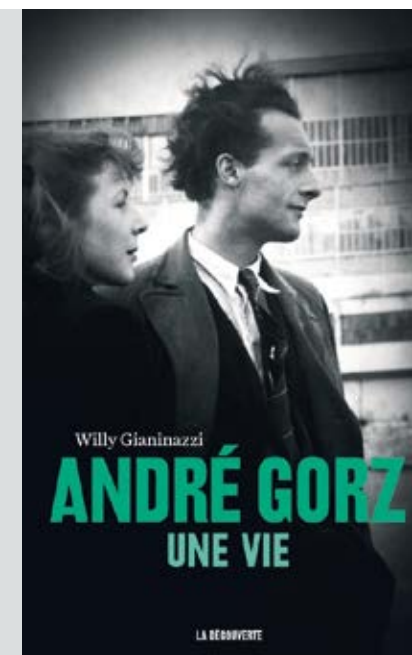
Benjamin Péret (1899-1959) est né à Rezé et est décédé à Paris. D'abord dadaïste puis surréaliste, il est l'un des principaux acteurs des mouvements d'avant-garde qui ont secoué la poésie et l'art moderne au XXe siècle. Auteur d'une œuvre majeure (Je ne mange pas de ce pain-là, Le Déshonneur des poètes, Mort aux vaches et au champ d'honneur, Les Rouilles encagées), il est pourtant un surréaliste que la postérité a laissé dans les marges de la célébrité. Son engagement dans les mouvements révolutionnaires de son temps, notamment durant la guerre d'Espagne, n'est pas étranger à son occultation. Barthélémy Schwartz replace la trajectoire de Péret dans les enjeux utopiques du surréalisme, un mouvement qui voulait « transformer le monde » et « changer la vie ». Poète malmené par la vie, révolté permanent, c'est cela aussi qui rend Benjamin Péret et son œuvre si lisibles aujourd'hui, si proches de nous.

## ANDRÉ GORZ

UNE VIE

Willy Gianinazzi, éditions La Découverte

Cette première biographie d'André Gorz (1923-2007) retrace le parcours de l'un des penseurs les plus clairvoyants et innovants de la critique du capitalisme contemporain. Marqué par les pensées de Marx, Husserl, Sartre et Illich, Gorz pose la question fondamentale du sens de la vie et du travail. Penseur existentialiste, autodidacte, il révisé constamment ses façons de voir, sans craindre d'explorer de nouveaux territoires théoriques. Anticapitaliste, marxiste d'un type nouveau, il est très proche de l'extrême gauche italienne et incarne l'esprit de 68. Il est aussi l'un des premiers artisans de l'écologie politique et de la décroissance. Une pensée en mouvement, au service de l'autonomie, du temps libéré, de l'activité créatrice et du bien-vivre. Cette biographie d'une figure singulière, à la croisée de la littérature, de la philosophie et du journalisme, est aussi l'occasion de revisiter un demi-siècle de vie intellectuelle et politique, un voyage au cours duquel on croise Sartre et Beauvoir, mais aussi Marcuse, Castro, Cohn-Bendit, Illich, Guattari, Negri et bien d'autres.



## CLARA WICHMANN

TEXTES CHOISIS

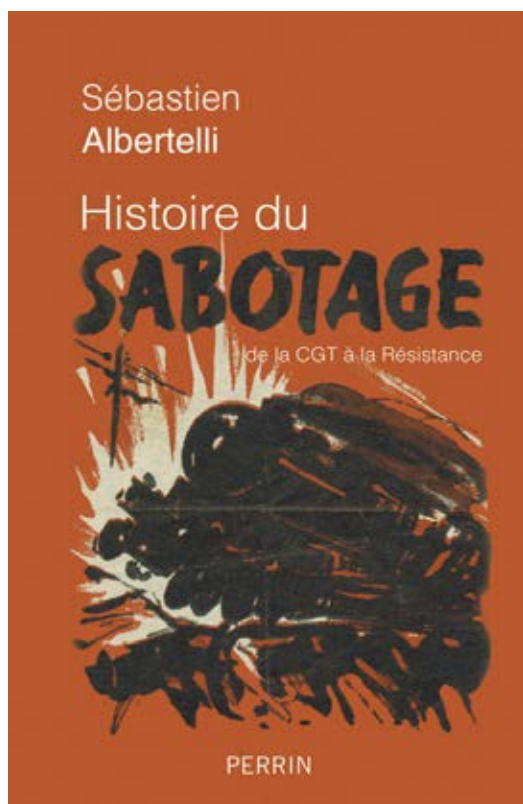
éditions Libertaires

Clara Wichmann (1885-1922), Hollandaise d'origine allemande, précéda de quelques années l'Allemand Fritz Oerter (1869-1935) dans l'élaboration d'une pensée non-violente et libertaire. Bien que ne connaissant pas Gandhi, Clara Wichmann, dépassant l'alternative « ne rien faire ou lutter par les armes », fut une des premières à utiliser le mot de « non-violence » et à concevoir la notion d'action directe non-violente. Rejetant les termes de « non-résistance » ou de « résistance passive », elle s'ouvrit à une compréhension active de l'action en s'appuyant sur les luttes ouvrières se déroulant en Europe, notamment les grèves de masse de l'époque. Le livre regroupe quatre textes : Antimilitarisme et violence ; La fin et les moyens ; La cruauté escorte le crime et la punition ; Les fondements philosophiques du socialisme.



HISTOIRE DU SABOTAGE,  
Sébastien Albertelli, ÉDITIONS PERRIN

Le sabotage s'est imposé comme l'une des armes du combat contemporain, auquel la Résistance a conféré ses lettres de noblesse pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais le phénomène n'est pas né avec l'armée des ombres. Les contours de cette arme nouvelle se dessinent à la fin du XIXe siècle, à la croisée de deux mondes que tout oppose : les syndicalistes de la jeune CGT, qui imposent l'idée et le mot ; les militaires, qui développent le concept, mais rechignent à adopter le terme, précisément parce qu'il vient des Rouges. Les adeptes du sabotage en sont convaincus : les sociétés industrielles sont fragiles ; machines et réseaux, à la base de leur puissance, peuvent être paralysés par des destructions ponctuelles aux effets considérables. Alors que s'estompe la différence entre le temps de paix et le temps de guerre, les espoirs et les craintes que suscite le sabotage se diffusent, qu'ils empruntent les traits de l'anarchiste, du communiste ou de l'Allemand.



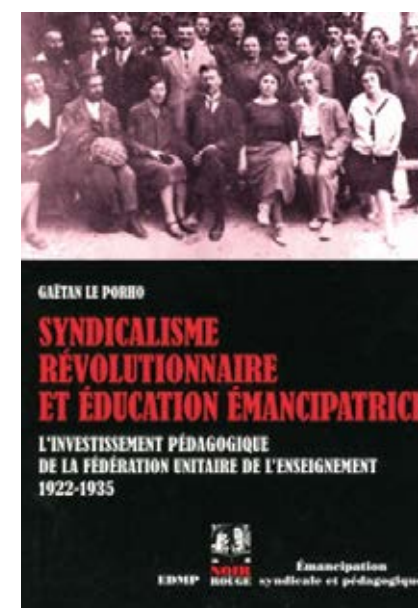
DEBOUT DANS L'EXIL ! : 1939-1945, RECONSTITUTION DE LA CNT CLANDESTINE & MAQUIS ANARCHISTES DANS LE NORD-OUEST CANTAL,  
Michel di Nocera ; préface de Joachim Salameiro, ÉDITIONS LIBERTAIRES

Ce livre est un hommage aux nombreux oubliés de l'histoire locale et de l'histoire tout court : dans le Nord-Ouest Cantal, près de Mauriac, ils furent plusieurs centaines de réfugiés espagnols enrôlés à la construction du barrage de l'Aigle en 1939. Qui sait que ces hommes vont reconstruire clandestinement la CNT, le syndicat anarchosindicaliste qui, durant trente mois, venait de mener une révolution sociale en même temps qu'il combattait les armées de Franco ? Qui sait qu'ils seront plus de 600 miliciens aguerris aux armes à s'engager dans la Résistance aux côtés des Français, à créer un maquis composé exclusivement de militants anarchistes et participer à la libération du Cantal, de l'Auvergne ? À partir de témoignages inédits de militants espagnols ayant vécu cette période, l'auteur a voulu sortir de l'ombre ces hommes en racontant leur aventure cantalienne. Honneur à tous ces braves qui, abandonnés et trahis depuis 1936, ont écrit dans le Cantal une belle page de fraternité et de combat pour l'émancipation humaine.



SYNDICALISME RÉVOLUTIONNAIRE ET ÉDUCATION ÉMANCIPATRICE, L'INVESTISSEMENT PÉDAGOGIQUE DE LA FÉDÉRATION UNITAIRE DE L'ENSEIGNEMENT 1922-1935,  
Gaëtan Le Porho, ÉDITIONS NOIR ET ROUGE

Dans les années 1920 et 1930, les militants et militantes de la Fédération unitaire de l'enseignement ne se contentaient pas de défendre les intérêts des personnels, ils et elles voulaient transformer l'école « capitaliste ». Ils et elles voulaient, au-delà de la défense de leurs conditions matérielles, mettre en pratique une pédagogie émancipatrice au service du changement social. Ils et elles voulaient former des individus capables de constituer une société juste et solidaire et s'appliquaient à rechercher théoriquement, expérimentalement les conditions pour rendre possible cette éducation. Partant de leurs écrits, Gaëtan Le Porho met en avant l'engagement à la fois syndical et pédagogique des syndicalistes révolutionnaires jusque dans les années 1930. Cette étude, au travers de nombreuses citations, nous amène à réfléchir sur la nécessaire contribution des enseignants et enseignantes d'aujourd'hui, par leur réflexion et leurs pratiques, à la mise en place d'une éducation et d'une société émancipatrices.



LE PLUS VIEUX MÉTIER DU MONDE... QU'ILS DISENT,  
Laurence Biberfeld, ÉDITIONS LIBERTAIRES

La prostitution, aujourd'hui, est un sujet de société sur lequel les empoignades se succèdent, en même temps qu'un inépuisable maronnier. On qualifie d'abolitionnistes des mesures prohibitionnistes, tandis que le réglemmentarisme glamour déferle dans les médias, généralement célébré par des personnalités que leur niveau de vie met à l'abri de ses conséquences, comme il les préserve de la casse sociale. Cet essai s'efforce de remettre les pendules à l'heure dans une perspective féministe et libertaire, résolument abolitionniste, en faisant un tour de la question historique, économique, philosophique et politique.





CINÉMA

# Cinéma de réflexion, cinéma de protestation, cinéma politique...

« Le cinéma est porteur de nombreuses traditions, l'une d'entre elles est de présenter un cinéma de protestation, un cinéma qui met en avant le peuple contre les puissants, j'espère que cette tradition se maintiendra. »

En recevant la palme d'or à Cannes pour son film, *Moi, Daniel Blake*, Ken Loach en a profité pour fustiger « les pratiques néo-libérales qui ont entraîné dans la misère des millions de personnes, de la Grèce au Portugal, avec une petite minorité qui s'enrichit de manière honteuse » et souligner l'importance d'un cinéma alternatif dans un domaine où domine la consommation. Le palmarès du 69<sup>e</sup> Festival de Cannes est-il un signe de retour du cinéma social et politique ?

## MOI, DANIEL BLAKE

relate l'histoire d'un ouvrier se battant pour obtenir l'aide sociale rappelle, entre autres films de Loach, *Lady Bird* (1994), dans lequel l'État se dresse contre les plus faibles. Existe-t-il des signes avant-coureurs d'un cinéma qui a des choses à dire ?

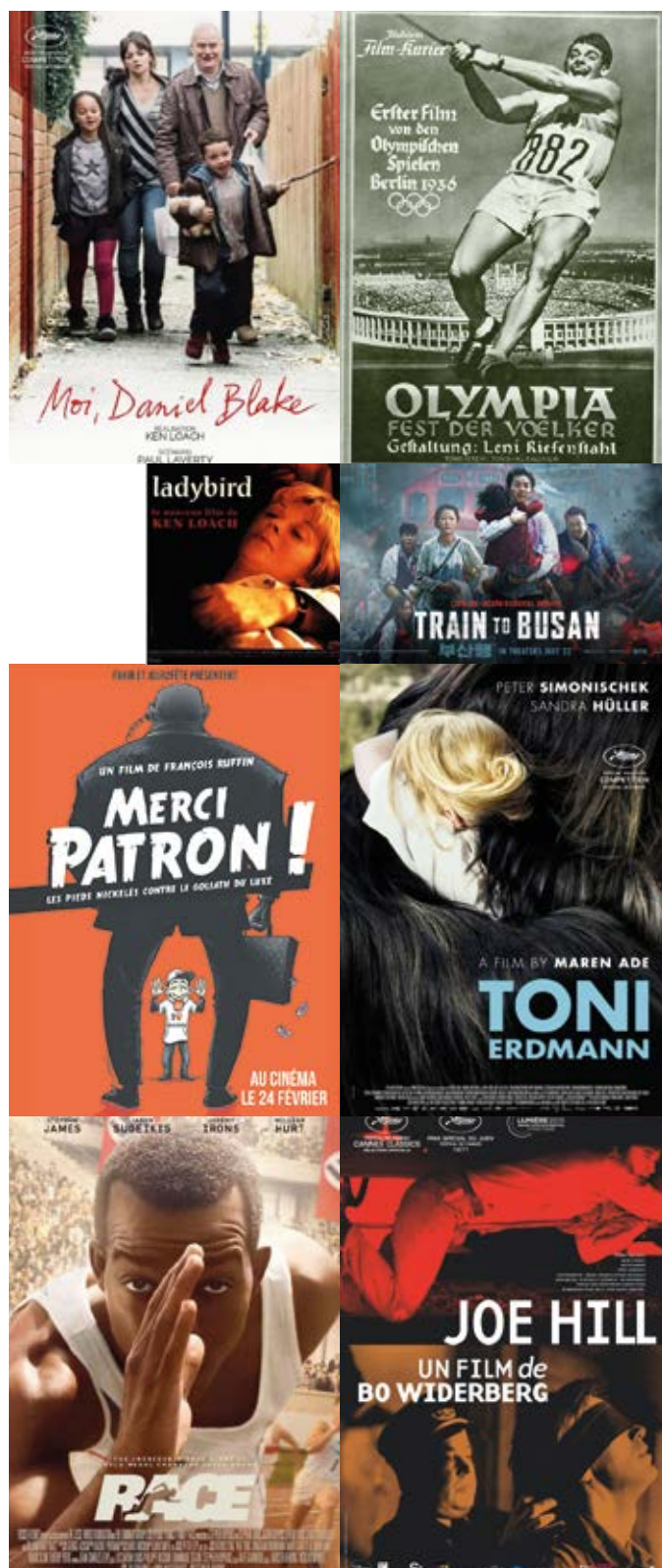
Si l'on considère le succès populaire du film de François Ruffin, *Merci patron*, on peut se demander s'il s'inscrit comme un épiphénomène

répondant à un malaise social et qu'il reflète une réaction contre l'obligation quasi générale de la hiérarchisation des rapports sociaux. Dans le même temps, des films récents de même que des reprises illustrent le besoin général d'analyser une "crise" largement utilisée par les pouvoirs politiques et économiques pour un meilleur contrôle des populations.

En effet, la mondialisation, ou plutôt la globalisation du capital, tombe le masque dans des œuvres cinématographiques, le système se fissure et dévoile ses aberrations au fil des scénarios. En pleine fièvre des Jeux olympiques de Rio est sorti le film

## LA COULEUR DE LA VICTOIRE (RACE)

de Stephen Hopkins qui montre le lien entre sport, propagande nationaliste, politique et intérêts économiques. Basé sur des archives, des témoignages et des ouvrages sociopolitiques, le film dépeint le climat raciste qui régnait aux États-Unis dans les années 1930, lorsque Jesse Owens, athlète noir états-unien, battait plusieurs records du monde et remportait quatre médailles d'or aux Jeux olympiques de Berlin, en 1936. La ségrégation dominait les mentalités outre-atlantique, les "nègres" étant considérés comme une "sous race", alors qu'en Allemagne,



l'idéologie nazie déportait et assassinait les familles juives, "non aryennes" comme les opposants politiques. Le comité olympique états-unien voyait dans la participation aux Jeux, malgré la campagne de boycott, une occasion de montrer la suprématie sportive des États-Unis (sic), le régime nazi espérait redorer son blason, la cinéaste Leni Riefenstahl réalisant à cette occasion son chef d'œuvre documentaire, *Les Dieux du stade*.

Parmi les autres films proposés cet été,

## TRAIN TO BUSAN

de Yeon Sang-ho, film de zombies qui utilise les codes des films catastrophes, mais est avant tout une fable politique sur un monde déshumanisé, inconscient des conséquences environnementales de la course au profit. Sur la responsabilité des dirigeants, un homme passant un barrage sanitaire l'exprime de manière radicale : « ces gens nous racontent que des bobards ! ». Huis clos et microcosme social dans ce train de cauchemar qui interroge sur ce qu'il reste de notre part d'humanité dans une situation extrême, avec pour solution d'éviter la destruction : l'entraide !

## TONI ERDMANN

de Maren Ade part des liens quelque peu distendus entre une fille et son père. Lui, farceur incapable de se prendre au sérieux et sa fille véritable modèle d'executive woman travaillant pour un cabinet international de conseil à Bucarest afin d'implanter des entreprises étrangères à force de coupes franches dans la masse salariale. Alors lorsque cette aliénée de la réussite, qui ne pense que compétition, management et profit, voit son père débarquer pour des vacances, elle n'a de cesse que de le voir partir. Mais voilà qu'il revient grimé, avec postiche, sous l'identité de Toni Erdman, coach ou conseiller, dont les dents rayent le vernis habituel du milieu de la finance et le déconcerte. On ne sait plus qui est le plus ridicule, du jeu de pouvoir des financiers, des codes de déshumanisation et de la Novlangue employée, de la vacuité des rapports humains, ou de cet usurpateur facétieux qui casse l'ambiance, surjoue les attitudes convenues et se moque de ce monde de laquais. Dans ce film, la cinéaste Maren Ade allie subtilement la complexité de la relation père/fille à une charge contre le cynisme du néolibéralisme, la sacro-sainte COM, l'opportunisme et les rapports de domination





et d'humiliation. Passer de l'intime à l'universel, de la comédie grave à l'émotion, permet de déceler les conséquences d'un système totalement tributaire des puissances économiques internationales.

Côté sorties DVD, le film documentaire de Jean-Michel Rodrigo,

**FEDERICA MONSENY L'INDOMPATABLE,** revient sur l'itinéraire de la militante anarchiste et son rôle dans la révolution espagnole de 1936. Un autre épisode de l'histoire est abordé, cette fois en Afrique,

**CAPITAINE THOMAS SANKARA**

de Christophe Cupelin, film documentaire sur le dirigeant du Burkina Faso de 1983 à 1987. Basé sur des archives exceptionnelles comme le film sur Federica Monseny, *Capitaine Thomas Sankara* s'attache à montrer le parcours et les décisions gênantes d'un homme qui n'a pas hésité à dire en 1987 : « *La dette ne peut pas être remboursée parce que si nous ne payons pas, nos bailleurs de fonds ne mourront pas. Par contre si nous payons pas, c'est nous qui allons mourir.* » Il sera assassiné la même année. Un film important pour comprendre le néocolonialisme et les rouages de la Françafrique.

**JOE HILL DE BO WIDERBERG**

qui remporta le prix du jury du festival de Cannes de 1971, retrace la vie d'un membre actif des Industrial Workers of the World<sup>[1]</sup>. *Joe Hill* symbolise à la fois l'immigré aux États-Unis du début du xxe siècle, le hobo, le vagabond, le chanteur et l'auteur de chansons détournées que l'on retrouve dans le *Little Red Song Book*. Des textes restés très populaires – *Pie in the Sky* – bien que l'histoire du syndicalisme révolutionnaire états-unien soit très largement occultée. Joe Hill sera condamné à mort à la suite d'un coup monté policier et fusillé en 1915. Il est l'une des nombreuses victimes de la répression brutale qui toucha le mouvement des IWW. Ces trois films traitent de sujets rarement abordés.

De même en ce qui concerne certaines œuvres **D'ELIO PETRI**, bien que plusieurs de ses films aient été restaurés : *L'Assassin* (1961), *Les jours comptés* (1962), *La Dixième victime* (1965), *La propriété, c'est plus le vol* (1973) et il est à souhaiter que ce travail de restauration se poursuive pour l'auteur d'*Enquête sur un citoyen au-dessus de tout soupçon* (1970) et de *la Classe ouvrière va au paradis* (1971). Elio Petri est un cinéaste gênant malgré son succès, et la reprise attendue d'un de ses films les plus sulfureux,

[1] Sur les IWW, syndicat fondé en 1905, lire *Joe Hill. Bread, roses and songs. Une histoire de la contre-culture ouvrière et syndicaliste révolutionnaire aux États-Unis* de Franklin Rosemont (ed. CNT-RP). *IWW et syndicalisme révolutionnaire aux États-Unis* de Larry Portis (ed. Spartacus).



**TODO MODO**

tarde quelque peu. Adapté d'un roman de Leonardo Sciascia et véritable brûlot contre la démocratie chrétienne, *l'État et l'Église*, le film fut censuré en 1976 et quasi invisible depuis sinon lors de festivals.

Dans les films documentaires de la rentrée, le remarquable

**FUOCOAMMARE (PAR DELÀ LAMPEDUSA)**

de Gianfranco Rosi<sup>[2]</sup>, qui a reçu l'Ours d'or au festival de cinéma de Berlin, raconte le quotidien d'un adolescent de Lampedusa parallèlement à celui de milliers de migrants qui arrivent sur l'île dans des conditions atroces et dont beaucoup perdent la vie. Sans voix off ni commentaire, en alternant scènes sur le vif et histoires, Fuocoammare met le public devant la réalité sans aucune tentative de faire du spectaculaire. Pour la réalisation de ce film, Rosi a passé un an à Lampedusa et a accompagné des garde-côtes lors de sauvetages en mer. En recevant l'Ours d'or, il a dénoncé les politiques menées par les gouvernements vis-à-vis des migrant.es en ajoutant « *J'espère que ce film va pouvoir contribuer à faire comprendre qu'il n'est pas normal que des gens meurent en venant chez nous.* »

Pour compléter cette évocation d'un cinéma différent, il faut signaler la série documentaire de Claire Feinstein et Gilles Perez,

**NOUS, OUVRIERS** disponible en DVD. Composée

[2] Sortie en salle le 28 septembre.



de trois parties, *Nos mains ont construit la France, Nos rêves ont façonné la société* et *Nos cœurs battent encore*, cette fresque historique rappelle les luttes, les grèves, les victoires, les défaites de la classe ouvrière de 1946 à aujourd'hui. Des témoignages et des analyses décrivent la dureté des conditions de travail (on reconnaît Jean-Pierre Levaray, auteur de Putain d'usine), les promesses, retracent l'évolution des métiers, la segmentation des tâches, les délocalisations, la casse sociale et industrielle, la démobilitation programmée et la manipulation des mots pour faire croire à la disparition de la classe ouvrière. Il s'agit là d'un phénomène de dislocation collective, une volonté politique de nier le passé, de briser l'idée de classe sociale. Les témoins en en sont conscient.es, car 70 ans après, le patronat est toujours déterminé et revendicatif et prend les ouvrier.es "pour de la merde". Et l'on songe à l'expérience de LIP face à la Novlangue employée à présent : « *on ne dit plus plan de licenciements, on dit plan de sauvegarde de l'emploi !* » « *On a remplacé le mot ouvrier par agent de production.* » Pourtant « *c'est un joli mot ouvrier* » nous dit Bernard Lavilliers, et de plus ils/elles sont plus de 7 millions en quête de dignité et de reconnaissance ; le nier est une « *immense faute politique* ».

Le cinéma prend-il un tournant subversif dans le flot de sorties hebdomadaires – pas moins de vingt films dont beaucoup tiennent du divertissement codé et loboto-

misant ? Certes ce type de cinéma commercial a du succès sur le grand et petit écran et il ne faut pas oublier que les films, critiques ou non, « *sont faits toujours dans le contexte de la production capitaliste, même s'ils sont contre cette production. C'est cela le problème de fond.* »<sup>[3]</sup> Cinéma engagé, cinéma enragé écrivait-on en 1998<sup>[4]</sup> à propos de résurgence d'un cinéma politique, combatif et de résistance. Aujourd'hui, la réflexion, le débat tiennent une place importante dans le cinéma, qu'il soit d'auteur.e ou populaire. Malgré les impératifs de rentabilité et de propagande, l'image cinématographique demeure une possible expression alternative, un espace de réflexion et le reflet de la réalité sociale.

PAR CHRISTIANE PASSEVANT

[3] Elio Petri, 1976.

[4] Cinéma engagé, cinéma enragé, in *L'Homme et la société*, n° 127-128, 1998, l'Hatmattan.

**AGENDA**

**OLMO ET LA MOUETTE** de Petra Costa et Lea Glob  
SUR LES ÉCRANS DEPUIS LE 31 AOÛT.  
Deux regards sur la grossesse d'une comédienne, Olivia, en pleine répétition de la Mouette de Tchekov. Deux manières de filmer le théâtre, la vie et l'imaginaire... Original, bouleversant, magnifique.

**MIMOSAS. LA VOIE DE L'ATLAS** d'Olivier Laxe,  
SUR LES ÉCRANS DEPUIS LE 24 AOÛT.  
Un voyage entre poésie et beauté des paysages, un film magique et rare par le récit, l'itinéraire de la caravane. Une initiation au Maroc et à sa culture, un conte d'aujourd'hui.



# CINÉMA DE LA RÉVOLTE - PROUD TO BE BLACK -

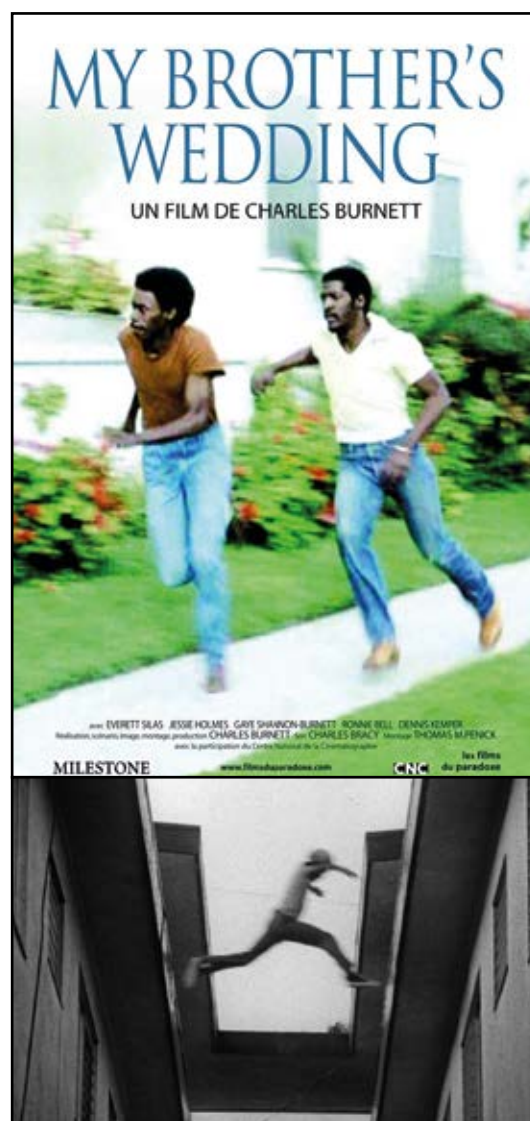
Dans les années 1970-1980, un groupe d'étudiant.es en cinéma de l'Université de Los Angeles (UCLA), pour la plupart Africains-Américains, fut à l'initiative de la Los Angeles School of Black Filmmakers ou LA Rebellion. Parmi les plus connus, Charles Burnett, Haïlé Gerima, Carmen Coustaut, Billy Woodberry, Larry Clark, Jamaa Fanaka, Charles Lane, Julie Dash, Alile Sharon Larkin, Reginald Hudlin produiront des films politiques indépendants, sans compromission avec Hollywood.

Proches du cinéma néo-réaliste italien, de la nouvelle vague française, du cinéma soviétique et cubain, du novo brésilien et du cinéma africain d'Ousmane Sembène, leur projet culturel est indissociable des luttes politiques et sociales. Le processus de création se nourrit des mouvements pour les droits civiques, féministe, contre la guerre au Viêt Nam, le soutien aux luttes de libérations nationales en Afrique, Asie, et Amérique Latine. La lecture de Frantz Fanon, Amílcar Cabral, Eldridge Cleaver, Karl Marx, Richard Wright, Malcom X, James Bald-

win ou Langston Hughes inspire la conscience politique du groupe.

À l'instar du film *Sweet Sweetback's Baadasssss Song* de Melvin Van Peebles (1971), les jeunes cinéastes tentent de théoriser le cinéma d'expression noire, tout en critiquant l'émergence de la blaxploitation qui en est issue, et cherchent des voies différentes pour infléchir la sous représentation de la culture africaine-américaine à Hollywood.

Charles Burnett est l'un des principaux représentants de cette école. Son cinéma, très sobre, explore le quotidien sordide des habitants du quartier de Watts et témoigne de la difficulté d'adaptation des Africains-Américains à la société étatsunienne blanche. Conflits familiaux, quête d'identité, malaise et désespoir face à la discrimination sont les thèmes récurrents de ses films. *Killer of Sheep* (1977) met en scène un travailleur noir des abattoirs de Los Angeles qui, usé par un travail répétitif et inhumain, sombre dans un état de dépression chronique et y entraîne sa femme et son enfant. *My brother Wedding*



(1983) est la confrontation de deux milieux par un homme, partagé entre sa famille et ses amis, entre un univers petit bourgeois et celui des laissés pour compte. Burnett dénonce l'oppression et l'aliénation que subissent les Africains-Américains.

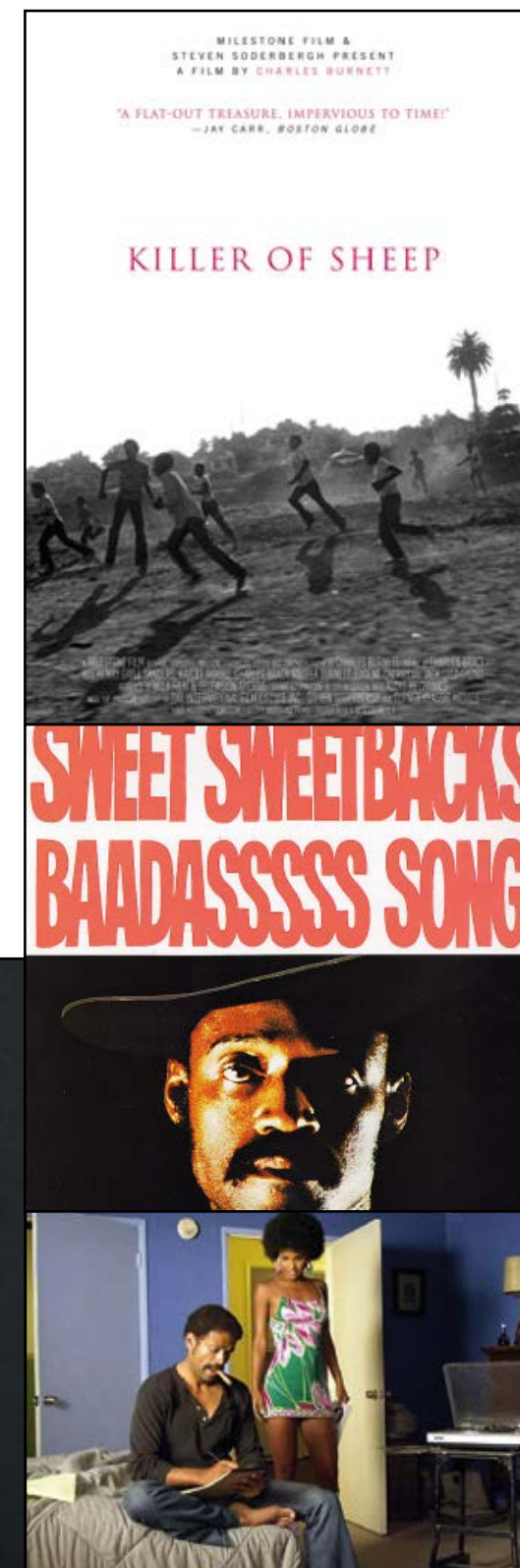
Originaire d'Éthiopie, Haïlé Gerima s'identifie à la lutte menée par les Africains-Américains et se lance rapidement dans une carrière de cinéaste engagé. Révolutionnaire et anti-impérialiste, son cinéma réunit en une même expression l'Afrique et l'Amérique, la lutte des Africains-Américains d'un point de vue tiers-mondiste. *Child of Resistance* (1972) s'inspire du cas Angela Davis et dénonce la réclusion sociale des femmes noires. *Bush Mama* (1975) raconte les déboires d'une mère de famille, dont le mari est injustement en prison, en proie à l'hostilité des autres. Tourné en Éthiopie, *la Récolte de 3000 ans* (1976) est une chronique de la vie quotidienne

d'une famille paysanne éthiopienne luttant pour sa survie. *Wilmington 10 - USA 10000* (1979) est un film militant inspiré de l'affaire des Dix de Wilmington dans laquelle, en 1971, des activistes noirs avaient été accusés. Enfin *Ashes and Embers* (1982) est le récit de la difficile réinsertion sociale d'un ancien combattant du Viêt Nam.

En 1976, Julie Dash réalise *Diary of an African Nun* d'après une nouvelle d'Alice Walker, puis *Four Women* (1978) qui traite du corps féminin sur la chanson éponyme de Nina Simone, et *Illusions* (1982)<sup>[1]</sup>, récit d'une Africaine-Américaine qui se fait passer pour blanche.

PAR THIERRY VANDENNIEU

[1] Thème qui n'est pas sans rappeler deux films, *Imitation of Life* de John Stahl (1934) et de Douglas Sirk (1958). Tous deux d'après le roman de Fannie Hurst.





# LA RÉVOLTE

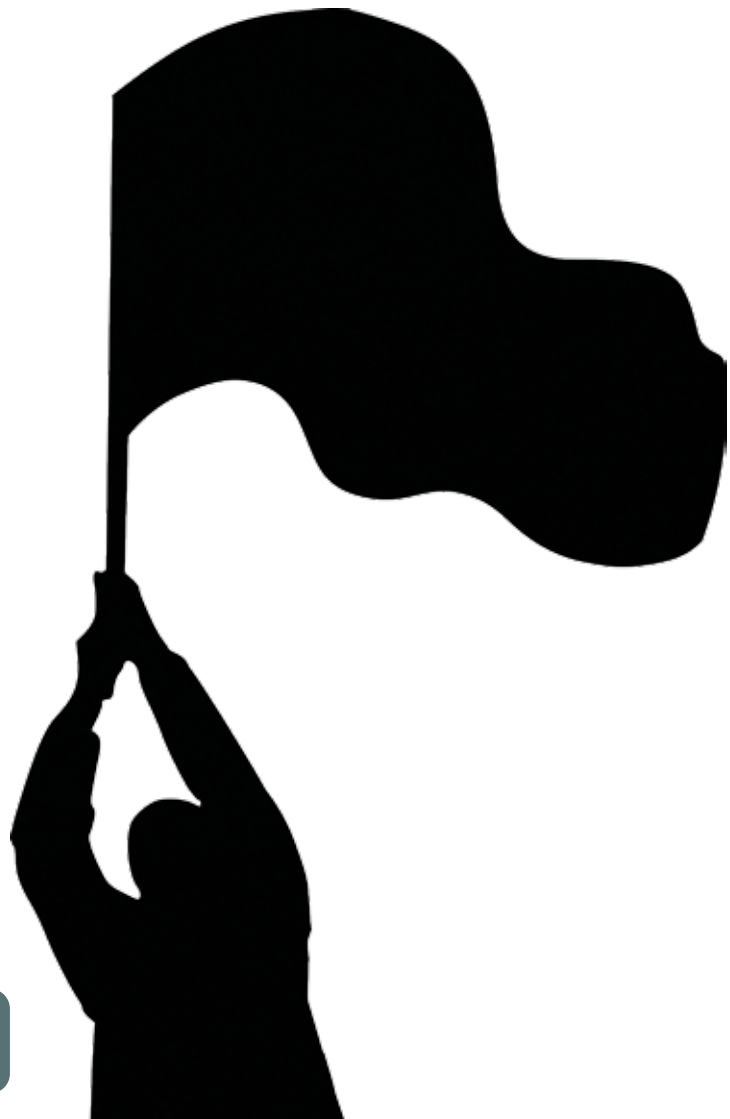
## INTERROGE GERMINAL

**LA RÉVOLTE :** *Pouvez-vous nous présenter rapidement le groupe Germinal ?*

**GERMINAL :** Le groupe Germinal est basé sur Marseille, il a été fondé en 2011 en prenant la suite du Groupe Anarchiste de Marseille, fédéré pendant 7 ans. Au tout début, deux personnes se retrouvaient dans un bar, elles cherchaient surtout à mieux se connaître et à savoir comment monter un groupe quand on est père de famille et qu'on a un boulot très prenant ! Sont arrivés alors deux petits jeunes de Dijon qui ont permis de redynamiser le groupe sans commune mesure. Et puis, des personnes se sont greffées, certaines nous ont quittés, d'autres sont toujours là et bien engagées dans l'organisation du groupe. Il compte aujourd'hui une dizaine de militant.e.s sur Marseille et dans les environs. Nous regroupons dans un esprit synthésiste plusieurs tendances.

**LR :** *Qu'est ce que ça veut dire militer à Marseille ? Qu'en est-il de la présence anarchiste dans la ville ?*

**G :** Ce n'est pas très connu mais Marseille a toujours été un bastion de l'anarchisme, et ce, dès 1880. Il y a toujours eu des groupes et des locaux anarchistes. Ce



qui est malheureux ces dernières années, c'est que les individus de ces différentes périodes ne sont pas restés en relation. Seules les personnes du Groupe Anarchiste de Marseille sont en lien avec le groupe Germinal. Militer sur Marseille, c'est donc, non seulement participer par l'action et les causeries à l'émancipation de chacun et aux luttes sociales, mais c'est également continuer à porter le plus haut possible cet idéal dans une ville populaire où les habitants ont très souvent plus le souci de survivre que de militer dans un groupe anarchiste.

Militer à Marseille, c'est aussi militer dans une ville où, si le mouvement ouvrier a toujours été important, il a été historiquement très imprégné par le communisme autoritaire. On le ressent encore aujourd'hui quand on se retrouve avec des membres de la CGT. Mais on ressent également que les choses changent. Alors, restons optimistes.

A Marseille, les différents groupes militants entretiennent depuis quelques années, de bonnes relations (principalement l'Action Antifasciste Marseille, l'Anarchist Black Cross, les autonomes, Alternative Libertaire et nous). Nous avons d'excellents rapports avec la CNT-Solidarité Ouvrière et le CIRA<sup>[1]</sup>.

On se retrouve aussi dans pas mal de collectifs, comme le collectif "migrants" ou "13 en luttés" qui s'est monté pendant le mouvement contre la loi travail. Nous avons également établi des liens avec les divers collectifs en soutien au Rojava ou aux Kurdes qui luttent en Syrie.

Concernant la présence anar en ville, elle est rendue visible grâce aux lieux militants

comme Mille Bâbords, le CIRA où on organise régulièrement des causeries ou des projections, il y a aussi des salles de concerts militantes (Le Molotov et La Salle Gueule) où se tiennent régulièrement des soirées de soutien. La présence d'affiches est aussi importante et le Groupe Anarchiste de Marseille avait relancé les cortèges anarchistes avec drapeaux noirs et tracts, ce que le groupe Germinal a poursuivi.

Sur Internet, il y a un an, le site MIA (Marseille Infos Autonomes<sup>[2]</sup>) a été mis sur pied. Le groupe y publie de temps en temps des infos ou des articles.

**LR :** *Quels sont vos projets ?*

**G :** Nous avons établi des contacts lors du mouvement sur la loi travail, nous avons prévu une réunion de rentrée avec elles et eux.

Sinon, on a le projet de faire une causerie sur les coopératives intégrales, un week-end sur l'anniversaire de la révolution espagnole (avec AL et la CNT-SO) et aussi de participer activement à la rentrée du mouvement social ! Nous avons aussi une excellente idée pour la lutte aux côtés des migrant.e.s présent.e.s sur la ville

[2] <https://mars-infos.org/>



[1] Le Centre International de Recherche sur l'Anarchisme. 61 Rue Consolat. 13001 Marseille. <http://cira.marseille.free.fr/>





mais nous préférons garder le suspens (rien n'est encore sûr) !

**LR :** Je crois savoir qu'au sein du groupe vous avez tous des parcours très différents, et donc des tendances différentes également. Comment fait-on quand on est anarchiste pour militer ensemble, prendre des décisions quand, j'imagine, vos points de vue peuvent être complètement différents ?

**G :** Oui, nous avons tous des parcours très différents. Pour commencer notre groupe rassemble des personnes d'âges divers, des travailleurs, des chômeurs, un retraité... Certains ont des dizaines d'années de militantisme derrière et encore pas mal d'années devant eux. Certains découvrent notre idéal et sont souvent ceux qui redynamisent le groupe par leurs envies multiples et variées. Nous avons également une personne qui vient d'Espagne et sa connaissance du mouvement alternatif et anarchiste est une réelle source d'inspiration.

Pour nos décisions, nous avons fait le choix de nous réunir toutes les deux semaines et de ne rien décider sur Internet. A chaque réunion, nous mettons au point l'organisation d'une future causerie, manif... et, pour ceux qui le désirent, nous continuons la soirée en discutant autour d'un sujet (syndicalisme, féminisme, écologie...)

Nous prenons nos décisions à l'unanimité tout en respectant la liberté individuelle de chaque membre du groupe, ainsi, si une personne du groupe souhaite s'investir dans une lutte, le groupe ne s'y oppose pas à moins que ce ne soit contraire aux principes de bases de la FA (ce qui n'est heureusement jamais arrivé).

Ce choix vient du fait que notre groupe est constitué de personnes se revendiquant de diverses tendances : individualiste, éducationniste, insurrectionnaliste, anarcho-syndicaliste... Notre but est de faire en sorte

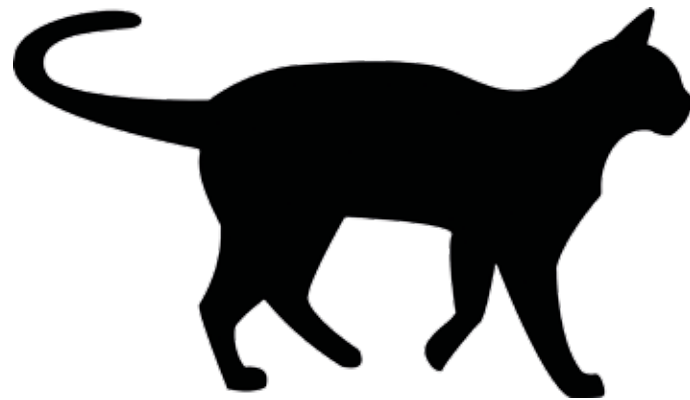
que chaque personne du groupe puisse militer de la façon qu'elle le souhaite tout en se sentant à l'aise dans le groupe.

Cela nous mène régulièrement à des débats (avec oppositions) lors de nos réunions, ce qui est très intéressant et enrichissant.

**LR :** Pourriez-vous nous présenter quelques-unes des dernières actions auxquelles le groupe a participé ?

Cette année nous avons participé à la lutte contre l'implantation du local de l'Action française à Marseille (14 rue Navarin), aux manifestations et aux divers blocages organisés contre la loi travail (ce qui nous a énormément occupé pendant quatre mois), ainsi qu'à la lutte anti-répression qui en a découlé (un membre de notre groupe fit partie des nombreux.se nombreux.ses inculpé.es de ce mouvement), nous avons aussi organisé quelques causeries (sur les médias avec ACRIMED, pour l'anniversaire de la mort de Louise Michel...), pris part à la lutte de soutien aux Kurdes et à des commissions de Nuit Debout.

POUR CONTACTER LE GROUPE GERMINAL : [groupe-germinal@riseup.net](mailto:groupe-germinal@riseup.net)



LIBRAIRIE PUBLICO

# Un espace militant accessible toute l'année

Des milliers de livres, des revues, des DVD, des CD, des débats, des films, des expos, des concerts, des rencontres avec des auteurs et des activistes venus du monde entier...

**Un lieu unique de diffusion de la pensée libre, contestataire et anarchiste.**



Ce porte-voix du mouvement d'émancipation, nous devons aujourd'hui le protéger. La crise, les frais (postaux en particulier) qui augmentent, les poches vides des camarades... bref, l'argent manque.

L'argent manque, et nous comptons sur vous pour nous aider à continuer notre travail, pour maintenir et développer ce lieu important. Important face à l'offensive du capital et de la banque contre les peuples. Important face à la montée du racisme et du nationalisme. Important face aux ensoutanés de tous les folklores qui pointent leurs masques. Nous lançons donc une souscription pour notre librairie.

## Comment nous aider ?

Par voie postale : en nous adressant un chèque à l'ordre de Publico  
En espèces ou CB directement à la librairie  
Sur notre site [www.librairie-publico.com](http://www.librairie-publico.com) : en achetant autant de fois qu'il vous plaira, l'article "Participation supplémentaire au port"

[1] <http://www.librairie-publico.com/spip.php?rubrique37>



AGENDA MILITANT

Jeudi 15 septembre, 14h - Paris

Manifestation

MANIFESTATION POUR L'ABROGATION DE LA LOI TRAVAIL.

Parcours prévu : départ 14h de Bastille, en direction de République

Vendredi 16 septembre, 16h30 - Paris

Rencontre et débat

GUILLAUME D'AVRANCHE

Rencontre et débat avec Guillaume Davranche autour du livre Je n'irai pas, Mémoires d'un insoumis d'Eugene Cotte Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris

Mercredi 21 septembre, 19h30 - Paris

Rencontre et débat

LA POESIE SAUVERA LE MONDE

Présentation débat en présence de l'auteur. Quilombo 23, rue Voltaire, 75011 Paris

Samedi 24 septembre, 14h - Paris

Rencontre et débat

FÊTE DE LA COMMUNE

Programme complet sur http: www.commune1871.org Place de la Commune de Paris 1871, Butte aux cailles Métro Place d'Italie ou Convisart

Samedi 24 septembre, 15h - Rouen

projection

WELCOME TO FUKUSHIMA

Vidéo-Débat autour du documentaire "Welcome to Fukushima" d'Alain de Halleux.

Entrée libre. Librairie L'insoumise, 128 rue Saint Hilaire - Rouen

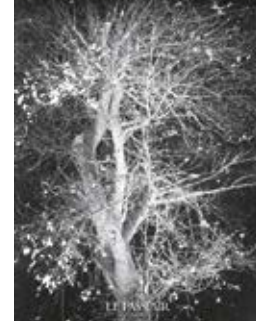
Samedi 24 septembre, 20h - Merlieux

Rencontre et débat

REPAS DE LA 24ÈME FÊTE DU LIVRE DE MERLIEUX

Comme chaque année le groupe Kropotkine organise le repas de la Fête du Livre de Merlieux.

Prix libre Réservation recommandée au 03 23 80 17 09 Chez les anars, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux et Fouquerolles



Dimanche 25 septembre, 17h - Merlieux

Rencontre et débat

LECTURE ET DÉBATS À LA FÊTE DU LIVRE DE MERLIEUX

A l'occasion de la 24ème Fête du livre de Merlieux, le groupe Kropotkine organise le 25 septembre 2016 deux rencontres à la Bibliothèque Sociale.

- à 17h00 : une lecture en avant première par Gérard Mordillat entouré d'une équipe d'acteurs de sa série "Moi présidente" - et à 18h30 : un débat sur la décroissance avec Jean-Pierre Tertrais autour de son dernier livre "Jusqu'à tout va bien, décroissance, révolution sociale, changement de civilisation" Athénée Libertaire, 8, rue de Fouquerolles, 02000 Merlieux et Fouquerolles

Mardi 27 septembre, 9h - Paris

Rassemblement

RASSEMBLEMENT DE SOUTIEN AUX INCULPÉS D'AIR-FRANCE

devant le Tribunal de Grande Instance de Bobigny, M. Pablo Picasso

Vendredi 30 septembre, 19h30 - Paris

projection

PROJECTION : FRÉDÉRICA MONTSENY, L'INDOMPTABLE

Publico, 145, rue Amelot, 75011 Paris

Samedi 1er octobre, 11h - Flamanville

Rassemblement

RASSEMBLEMENT CONTRE L'EPR ET LE «GRAND RAFISTOLAGE» DES VIEUX RÉACTEURS

Samedi 8 octobre, 11h - Flamanville

Rassemblement

MOBILISATION CONTRE L'AÉROPORT DE NDDL ET SON MONDE



RENTRÉE LIBERTAIRE

du 17 Septembre au 1er Octobre 2016

Samedi 17 POT DE RENTRÉE DE LA FÉDÉRATION ANARCHISTE Librairie l'AUTODIDACTE 17h

Mercredi 21 TABLE RONDE SUR LE SEXISME Débat organisé par la CNT Place MARULAZ 20h30



jeudi 22 VERS UNE AGRICULTURE LIBERTAIRE Débat organisé par LIBERTAMAP Librairie l'AUTODIDACTE 19h30



Vendredi 23 AFFINITÉS NON-ÉLECTIVES avec René Berthier discussion organisée par la Fédération Anarchiste Librairie l'AUTODIDACTE 20h



Dimanche 25 REPAS VÉGÉTALIEN GRATUIT organisé par le Resto Trottoir Place MARULAZ 12h30

Mardi 27 LES DIGGERS DE SAN-FRANCISCO Projection et débat organisés par le Resto Trottoir Librairie l'AUTODIDACTE 20h



Mercredi 28 VOYAGE EN GRANDES FORTUNES Projection et débat organisés par la CNT Librairie l'AUTODIDACTE 20h



Vendredi 30 LOUIS ARTI Lectures et Chansons, soirée organisée par la Fédération Anarchiste Librairie l'AUTODIDACTE 20h



Librairie l'Autodidacte : 5 rue Marulaz - Besançon L'Atelier : 15 rue de Dole - Besançon

Samedi 1er Octobre EXISTENCE SAINE acoustikopunk-réaliste Concert proposé par la Fédération Anarchiste Place MARULAZ 19h







LE PROGRAMME DE RADIO LIBERTAIRE

Lundi

09h00 Les Enfants de Cayenne
Émission musicale
Avec des morceaux de vrais anarchistes dedans.
11h00 Lundi matin
Infos et revue de presse
13h00 C'est Là que ça se Passe
Etat des lieux, état des luttes en France
14h30 Ondes de Choc
Magazine culturel, poésie, chansons et littérature.
16h00 Trous noirs
Luttes sociales
18h00 La 19 sept.
La santé dans tous ses états
L'actualité du milieu de la santé
Le 26 sept.
Les mangeux d'erre
Émission écolo-libertaire
19h30 Le Monde Merveilleux du Travail
Émission de la CNT
21h00 Ça urge au bout de la scène
Actualité de la chanson
22h30 De la pente du carmel, la vue est magnifique
Émission satirique
00h00 Nuit noire
Musique dans la nuit

Mardi

08h00 Et toi, tu la Sens la Cinquième Puissance
Contre propagande, état des lieux, et ...
10h00 Artracaille
Débat de la condition de l'artiste dans la cité
14h30 Sortir du Capitalisme
17h30 Des Oreilles avec des Trous (dedans)
Des fusiques molles pour fous les tous
18h00 Le 27 sept.
Pas de Quartiers
L'émission quinzomadaire du groupe Louise-Michel, pour ceux qui détestent les winners, les longues canines et la langue de bois
Le 20 sept.
Idéaux et Débats
Émission littéraire
19h30 Parole d'associations
Magazine de la vie associative et culturelle
20h30 Le 27 sept.
Libertaria
Émission de la CNT
Le 20 sept.
Lumière noire
Portraits d'anarchistes
22h30 Ça Booste sous les Pavés
Musique, reportages, actu
00h30 Wreck this Mess
Cocktail de musiques radicales

Mercredi

09h30 L'entonnoir
Magazine de l'antipsychiatrie
10h30 Blues en Liberté
Émission musicale blues
12h00 Pause musicale
14h00 Le 21 sept.
Des Cailloux dans l'Engrenage
L'enfance poil à gratter Invité : Marc Perelman pour débattre autour de la question : quelle éducation au sport ?
Le 28 sept.
Radio Titso
Le ciel est bleu, t'as du vent dans l'nez
16h00 Léo 38
Reggae et autres
17h00 Le 21 sept.
Squat'heure d'antenne
L'émission des squats et des lieux alternatifs
Le 28 sept.
Jus d'Airelle
Reportage sonore et militant
18h30 Femmes Libres
Femmes qui luttent, femmes qui témoignent
20h30 Ras les Muis
Actualité des luttes des prisonniers
22h30 Traffic
Musiques urbaines et libres propos

Jeudi

09h00 Niarg
L'émission qui mort et qui rit
10h00 Chronique hebdo
Analyse libertaire de l'actualité
12h00 De Rimes et de Notes
Actualité du spectacle et de la chanson
14h00 Radio Cartable
La radio des enfants des écoles d'Ivry
15h00 Bibliomanie
Autour des livres
16h30 Les 15 et 29 sept.
Radio Goliard(s)
Histoire populaire pour tous et par tous
Le 22 sept.
Radio LAP
L'émission du Lycée Autogéré de Paris
18h30 Si Vis Pacem
Émission antimilitariste de l'Union Pacifiste de France
19h30 Le 15 sept.
Askatasunak !
Actualité politique en Euskal Herria.
Le 22 sept.
Jeudi Noir
Notre bibliothèque
Le 29 sept.
Cosmos
Spécial bidouillage
20h30 Le 15 sept.
Jazzlib
Du jazz et encore du jazz
Le 22 et 29 sept.
Entre Chiens et Loups
22h00 Epsilonia
Musiques expérimentales et expérimentations sonores

Vendredi

13h00 Place aux Fous
Musiques, disciplines de l'indiscipline
14h30 Les Oreilles Libres
Musiques engagées.
16h00 Sortir du Colonialisme
L'émission pour comprendre, décrypter et combattre les colonialismes d'hier et d'aujourd'hui
17h30 Radio Espéranto
Émission de l'association Sat Amikaro
19h00 Les 16 et 30 sept.
L'Invité du Vendredi
le 16 : L'antenne du social le 30 : des droits et des hommes (émission de la LDH)
Le 23 sept.
Naséma
Espace de dialogue entre les différents acteurs et actrices de la lutte contre le sida
21h00 Les 16 et 30 sept.
Offensive...
Émission d'Offensive Libertaire et Sociale
le 23 sept.
Les Amis d'Orwell
Émission contre systèmes de contrôle des individus
22h30 Le 16 sept.
Radio X
Musiques électromatiques
Le 23 sept.
Transbords
L'émission pour abattre les frontières

Samedi

08h00 Réveil hip-hop
Hip-hop au saut du lit... ou dans le lit
10h00 La philanthropie de l'ouvrier charpentier
Comme son nom ne l'indique pas...
11h30 Chroniques Syndicales
Luttes et actualités sociales
13h30 Chroniques Rebelles
Débats, dossiers et rencontres
15h30 Deux sous de Scène
Le magazine de la chanson vivante
17h00 Bulles noires
BD et polar
19h00 Le 1er oct.
Longtemps je me suis couché de bonne heure
Magazine des livres, de la musique et du cinéma
Le 24 sept.
Tribuna Latino Americana
Actualités de l'amérique latine
Le 17 sept.
Contre-bande
Cinéma
21h00 Le 24 sept.
Orpheas Antissa, les jardins d'Orphée
Chronique artistique, musicale classique et contemporaine
Le 17 sept. et le 1er oct.
Tormentor
Musiques alternatives

Dimanche

10h00 Le 18 sept.
Pause musicale
Le 25 sept.
Ni Dieu ni Maître
Économie et religion à l'heure de la messe
Le 02 oct.
Un peu d'air frais
L'Atelier du documentaire
12h00 Folk à Lie
Le magazine des musiques traditionnelles
14h00 Le 18 sept.
Passage avide
L'émission à tendance littéraire qui interroge sur les formes de dominations politiques
Le 25 sept.
Tempête sur les planches
Actualité du théâtre et de la danse
Le 02 oct.
Pause musicale
15h30 Le 18 sept.
Des mots, une voix
Emission littéraire
Le 25 sept. et le 02 oct.
Pause musicale
17h00 Le Mélange
Un programme musical proposé et animé par Michel Polizzi
18h30 Le 18 sept. et le 02 oct.
Ya de la fumée dans le poste
Émission du Collectif d'Information et de Recherche Cannabique
Le 25 sept.
Echos d'Irlande
Émission de l'Association Irlandaise
20h00 Le 18 sept.
Pause musicale
Le 25 sept.
Détruire l'ennui
DIY en tous sens !
Le 02 oct.
Poètes en demi-deuil
Poésie avec DJ 20-60 et Marius Loris



Pour retrouver les points de distribution du Monde libertaire : www.trouverlapresse.com

Le Monde libertaire est également disponible à la librairiePublico : 145 rue Amelot à Paris (11°) et sur internet : www.librairie-publico.com

Les anciens numéros peuvent être consultés sur le site du Monde libertaire en ligne : www.monde-libertaire.net ou commandés (dans la limite des stocks disponibles) à la librairie Publico.

Bulletin d'abonnement
3 formules d'abonnement, 3 possibilités de règlement :
- par chèque bancaire libellé à l'ordre de LES PUBLICATIONS LIBERTAIRES joint à votre courrier
- par virement bancaire : IBAN FR 76 4255 9000 0621 0076 4820 363 / BIC CCOFRRPPXXX
- par prélèvement bancaire, pour les abonnements à durée libre

Abonnez-vous
FRANCE, DROM-COM ET ETRANGER
Pour les chômeurs/chomeuses, réduction de 50% sur les abonnements en France métropolitaine. Gratuit pour les détenus.
6 numéros + suppléments
- Abonnement standard 28 €
- Abonnement + soutien 50 €
3 numéros + suppléments
- Abonnement standard 14 €
- Abonnement + soutien 30 €

Form fields for subscription details: Nom, Prénom, Adresse, Code postal, Ville, Pays

AUTORISATION DE PRÉLÈVEMENTS
(abonnements à durée libre uniquement)
11,75 €/trimestre (abonnement normal)
21,25 €/trimestre (abonnement de soutien)
N° NATIONAL ÉMETTEUR : N° 58 50 98

Form fields for authorization: Titulaire, Adresse, Établissement bancaire, Nom, Adresse, IBAN

Important : merci de joindre un relevé d'identité bancaire ou postal de votre autorisation. Il y en a un dans votre chequier.
Date et signature obligatoire :

Pour les abonnements vers l'étranger, merci de choisir le règlement par virement international (évitons d'enrichir les banques avec les taxes exorbitantes qu'elles extorquent sur les chèques tirés hors France !)

Pour nous signaler un changement d'adresse, merci de joindre la feuille de routage jointe au dernier numéro reçu.

Selon la loi Informatique et Libertés n°78-17 du 6 janvier 1978, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification aux données vous concernant, en vous adressant aux PUBLICATIONS LIBERTAIRES qui restent seules utilisatrices de ces données, dans le cadre exclusif de la gestion de votre abonnement.



# 1781